



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Assises de l'installation

COFIL national - 11 juillet 2013

agriculture
.gouv.fr
alimentation
.gouv.fr





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

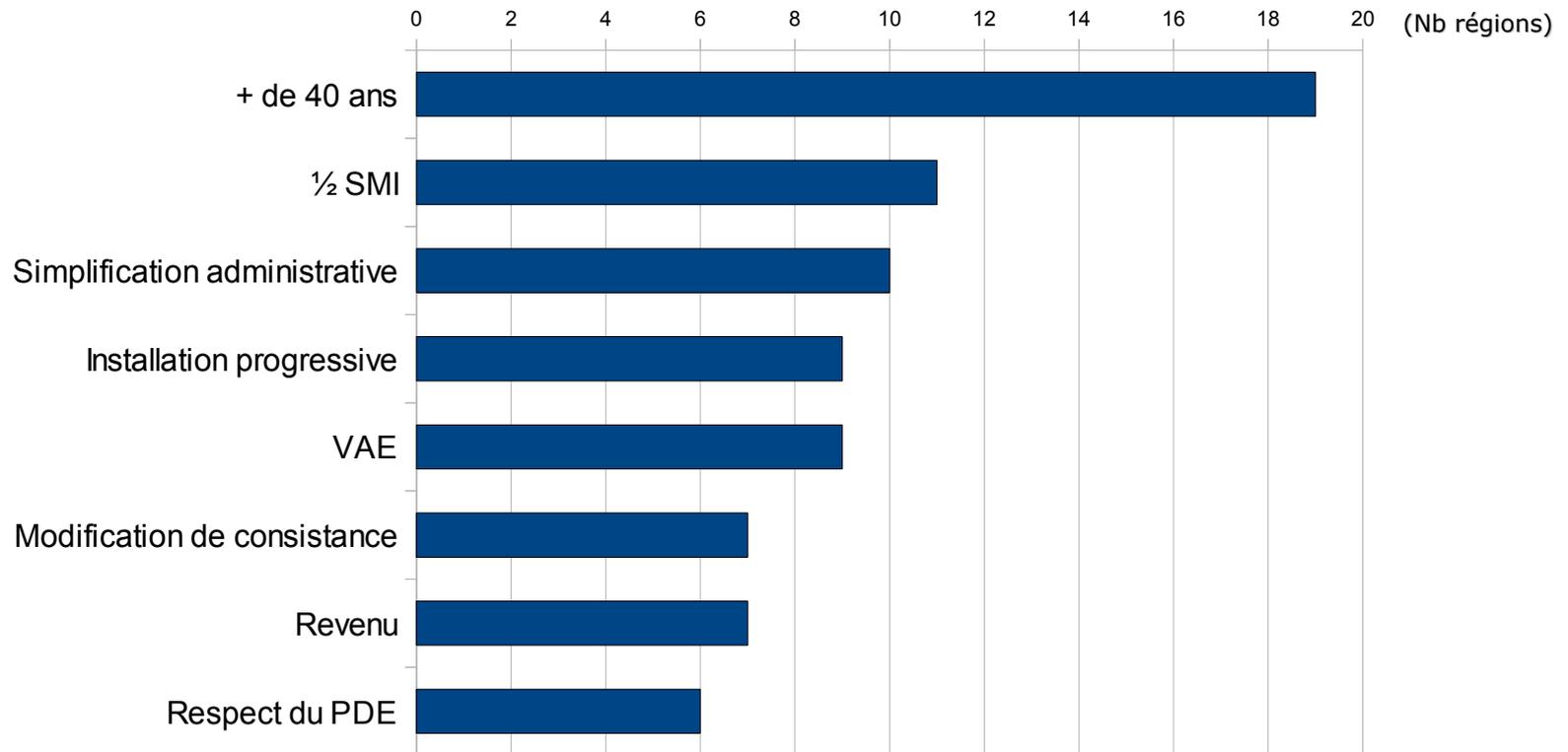
QUELLES CIBLES POUR LA POLITIQUE D'INSTALLATION ?

agriculture
.gouv.fr
alimentation
.gouv.fr

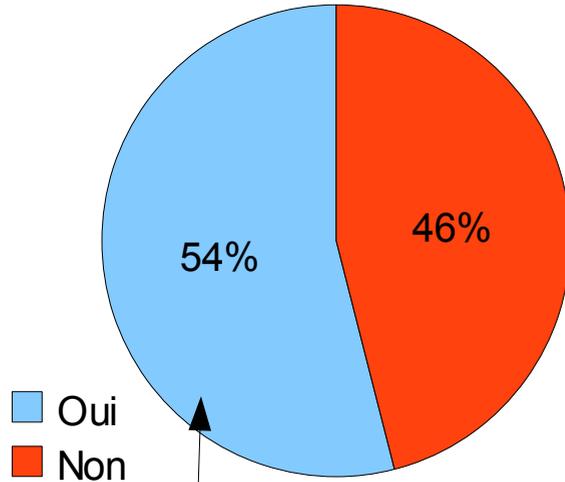


Quelles modalités faut-il assouplir ?

100% des régions demandent un assouplissement de la procédure concernant principalement :



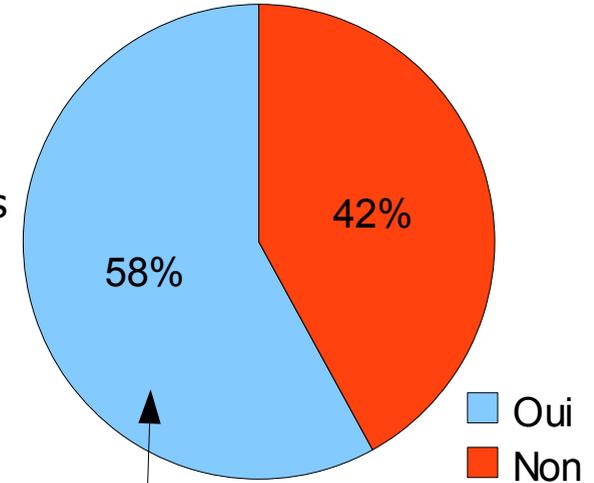
Faut-il cibler davantage les aides ?



Les avis sont partagés sur ces questions

- Parmi les oui :**
- En fonction d'enjeux territoriaux (12 régions)
 - Création d'emplois ou VA (10 régions)
 - Hors Cadre Familial (6 régions)

Faut-il les différencier davantage sur des zones ?



- Parmi les oui, en fonction des zones :**
- péri-urbaines (7 régions)
 - défavorisées (6 régions)



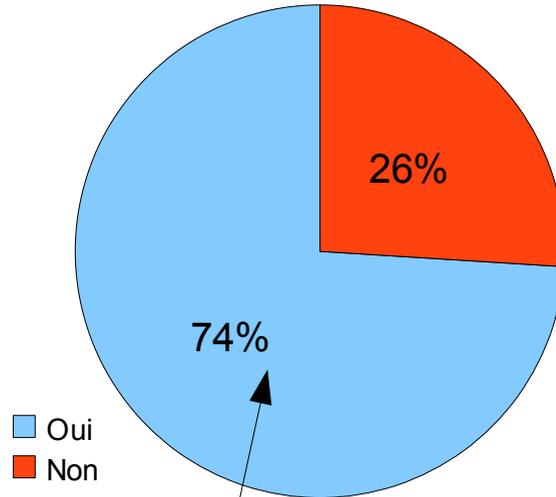


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

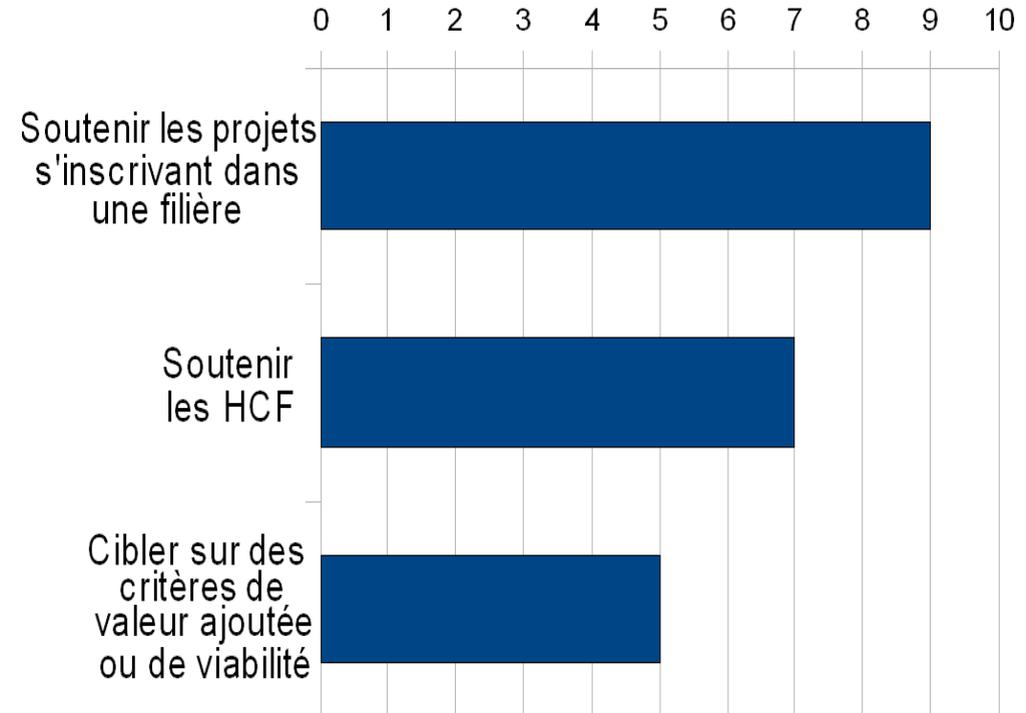
Le ciblage des aides

En fonction d'un revenu professionnel maximum :



14 régions sur 17 considèrent le plafond actuel de 3 SMIC satisfaisant.

Propositions d'incitations spécifiques sur des types de publics ou des projets



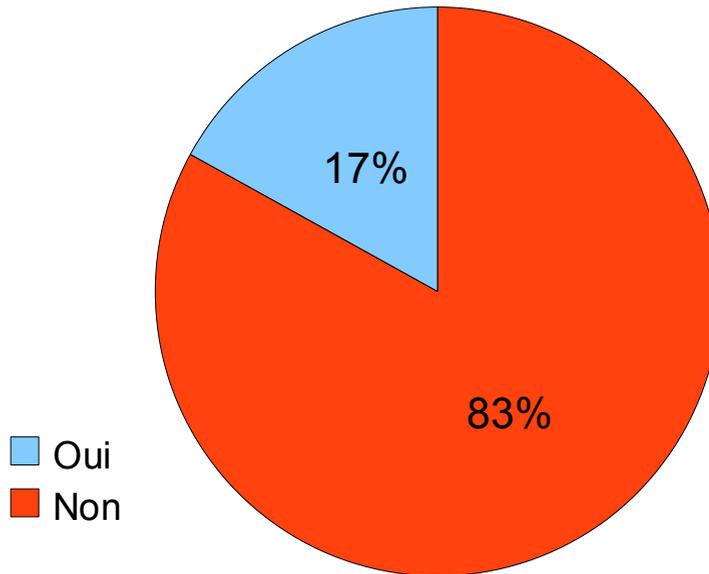


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

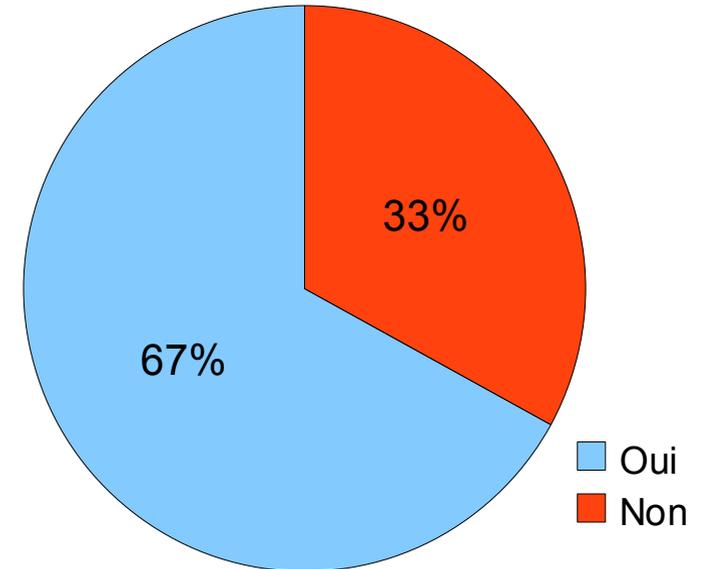
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Comment encourager l'agro-écologie ?

En introduisant des nouvelles obligations pour les agriculteurs ?



En introduisant des incitations ?



Cadrage national / régional

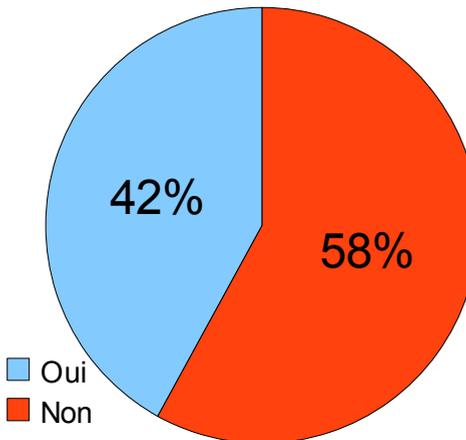
Au niveau national

- HCF (8 régions)
- Zonage (7 régions)
- Maintien de l'emploi (4 régions)
- Critères économiques (4 régions)
- Critères environnementaux (4 régions)

Au niveau régional

- Politique territoriale et développement du territoire (8 régions)
- Filières (7 régions)

Harmonisation des critères par bassin de production ?



Hors DOM : 52 % de non





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

QUELS OUTILS FINANCIERS ?

agriculture
.gouv.fr
alimentation
.gouv.fr

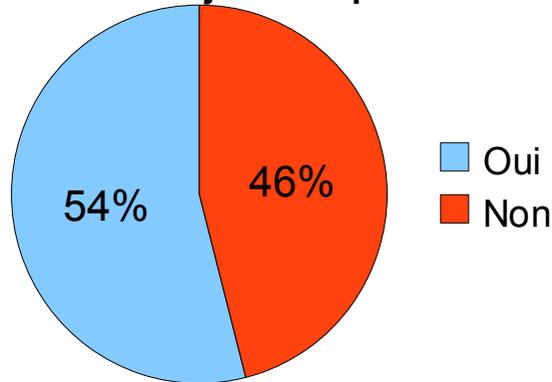




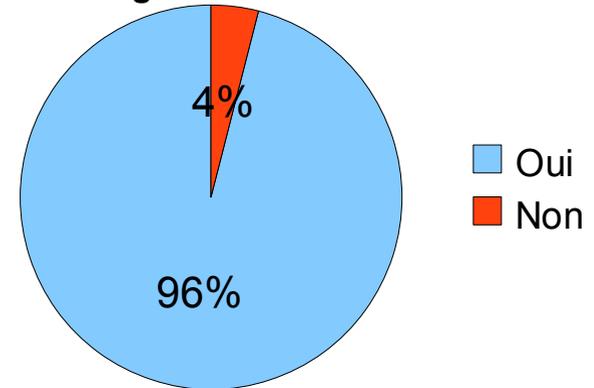
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

DJA, prêts bonifiés

Les aides à l'installation
sont-elles toujours adaptées ?

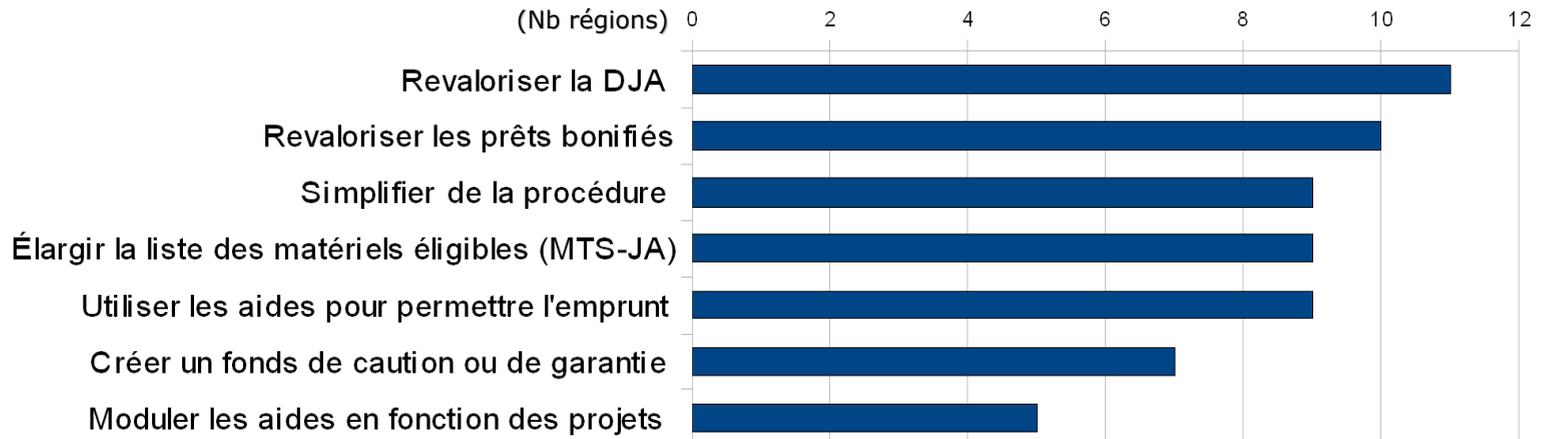


Faut-il adapter
leur ciblage ou leurs modalités ?



Quelles évolutions ?

Principales propositions :

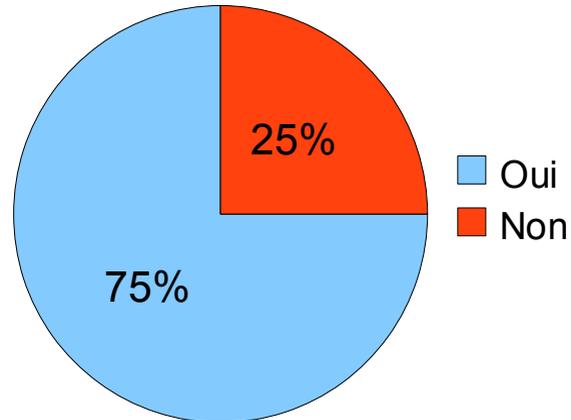




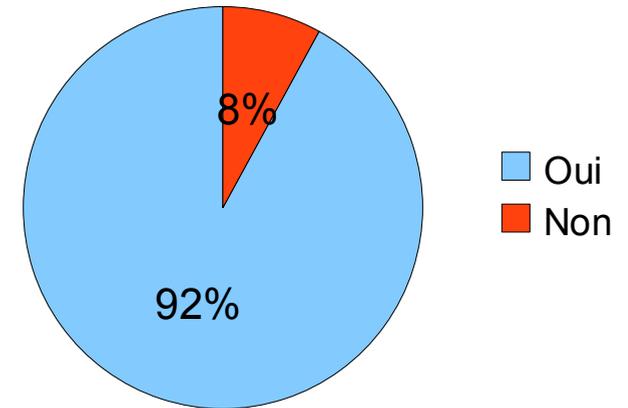
Exonérations fiscales et sociales

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

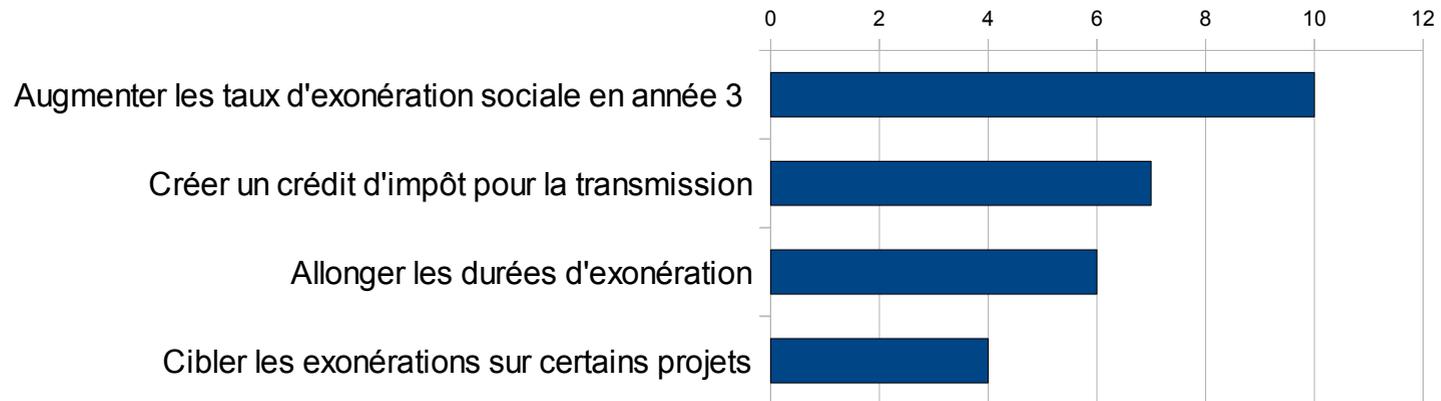
Ces exonérations sont-elles
toujours adaptées ?



Faut-il les faire évoluer ?



Comment adapter les exonérations fiscales et sociales ?

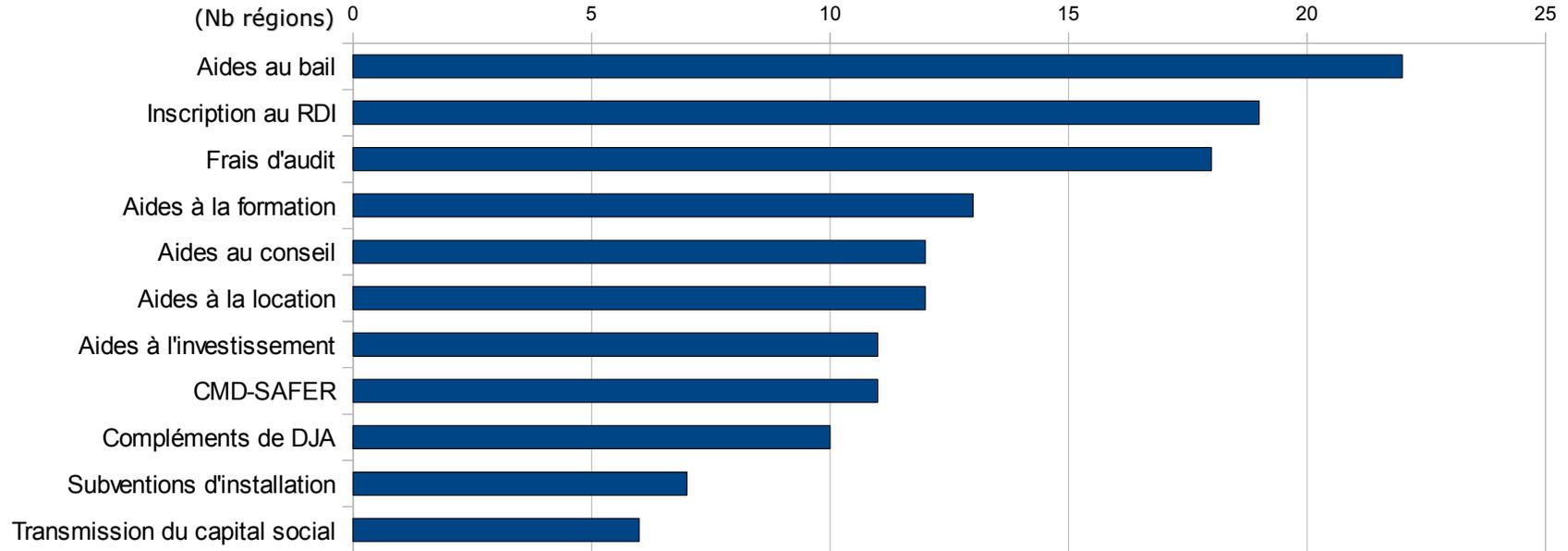




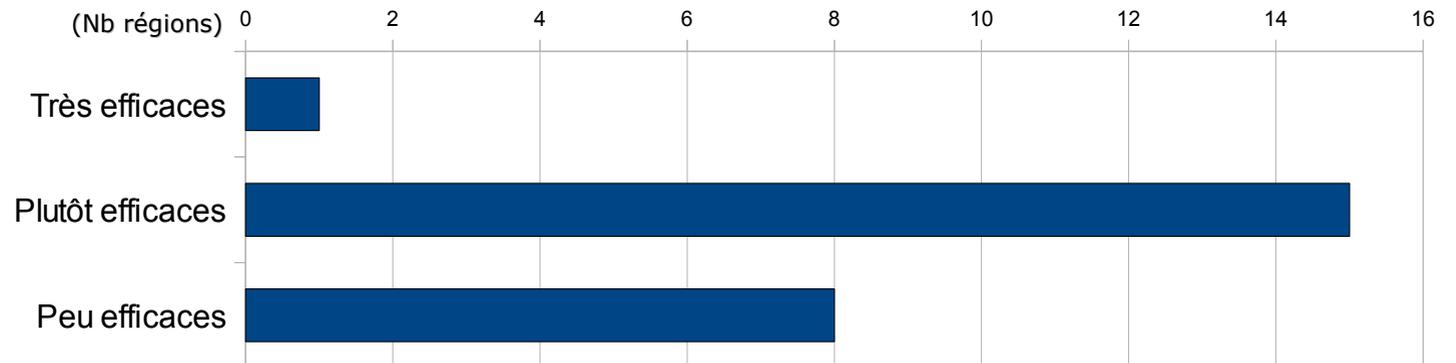
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Les aides PIDIL activées en régions



Comment estimez-vous les mesures PIDIL ?

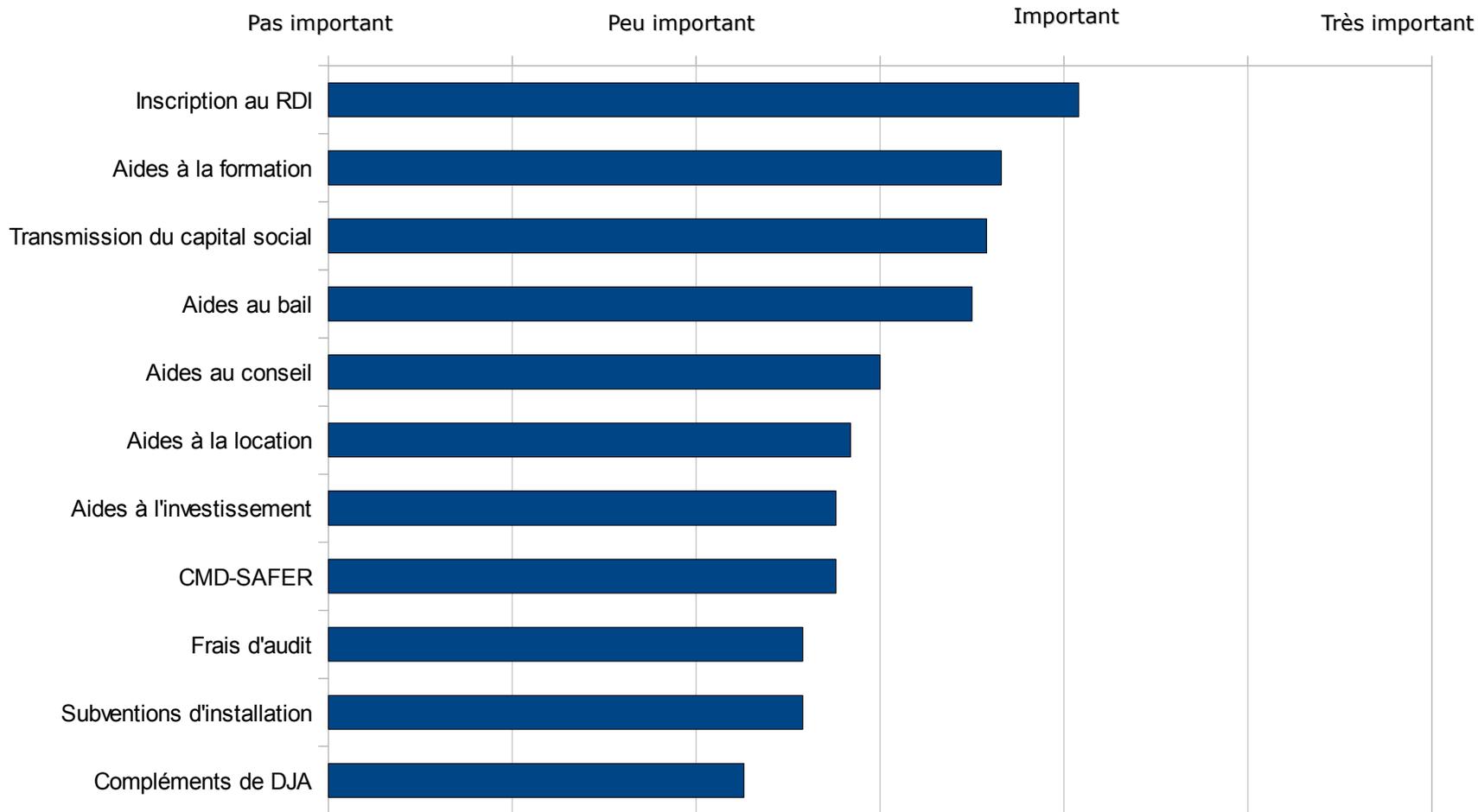




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Quelles aides PIDIL développer en priorité ?





Les évolutions proposées :

- Financer et mettre en place des *périodes de test* entre le jeune et le cédant (10 régions) : espaces test, fermes relais, parrainage, tutorat
- Renforcer **l'encadrement du jeune** (9 régions) : actions d'accompagnement, actions de suivi, création d'un statut de porteur de projet
- Renforcer la **coordination** avec les **aides** proposées par les CT (6 régions)
- Créer un outil facilitant le **recours au crédit bancaire** (5 régions)
- Créer un outil favorisant **l'accès au foncier** (5 régions) : création de fonds d'investissement spécifiques, favoriser le crédit bail ou location vente

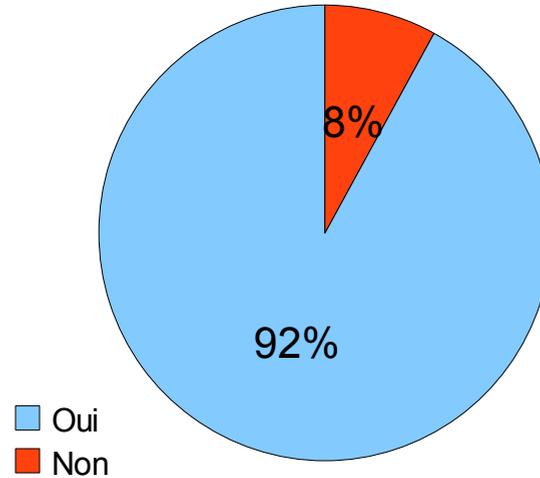


Les aides des collectivités territoriales

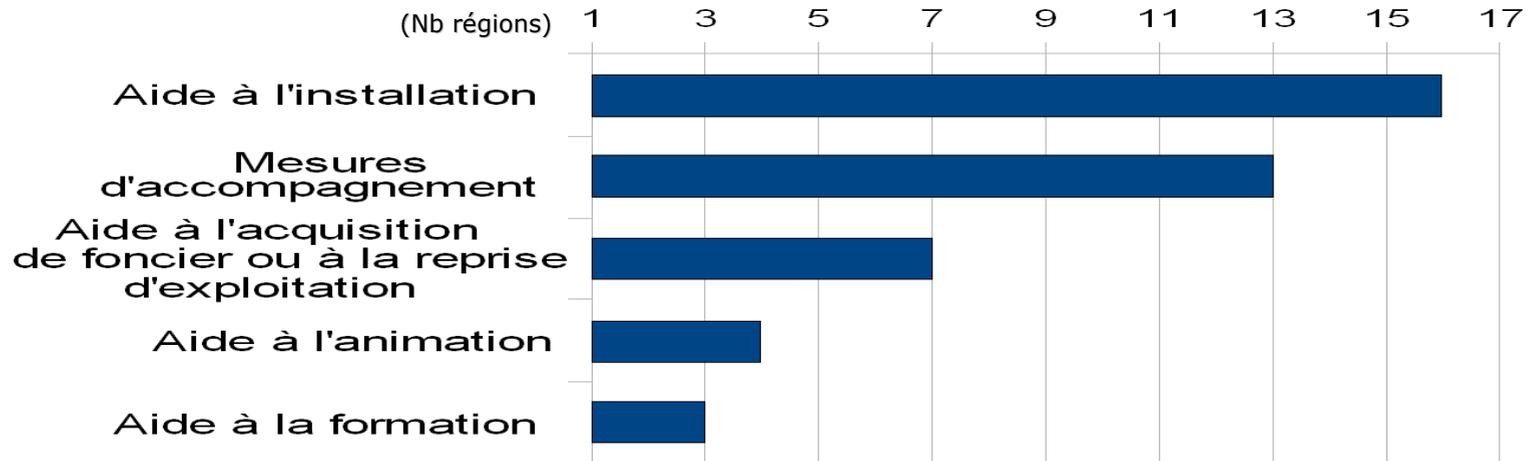


MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Des mesures supplémentaires sont-elles mises en place en dehors du PIDIL ?

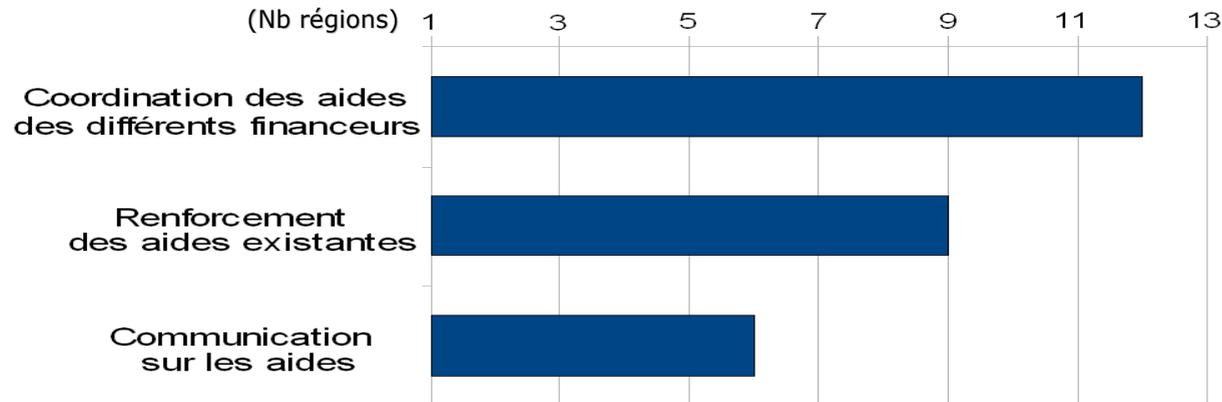


Quelles sont ces mesures ?



Les aides des collectivités territoriales

Quelles améliorations sont souhaitées ?



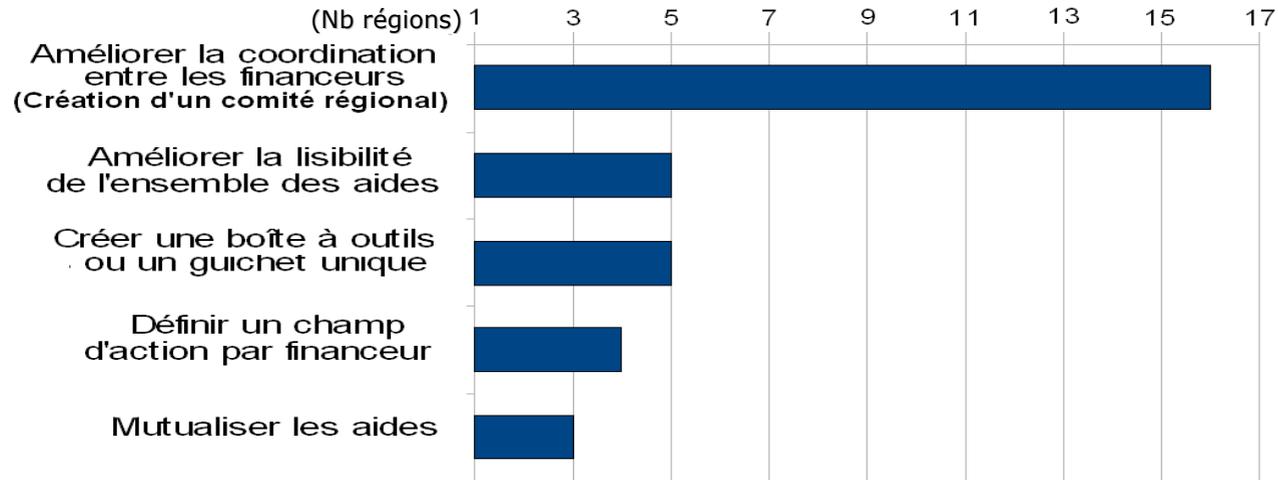
Quels nouveaux outils seraient à développer ?

- Outils financiers (17 régions) :
 - dont garantie bancaire (12 régions)
- Formation et accompagnement des jeunes (6 régions)
 - dont création d'un chéquier « conseil » (3 régions)

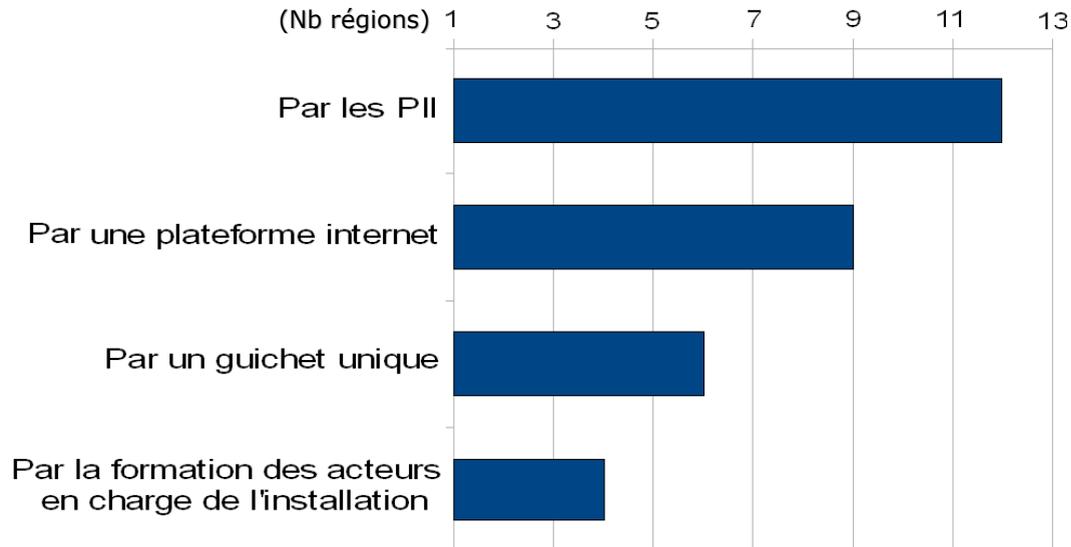




Comment améliorer la complémentarité des aides ?



Comment communiquer sur ces aides ?





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

QUEL ACCOMPAGNEMENT POUR LES PORTEURS DE PROJET ?

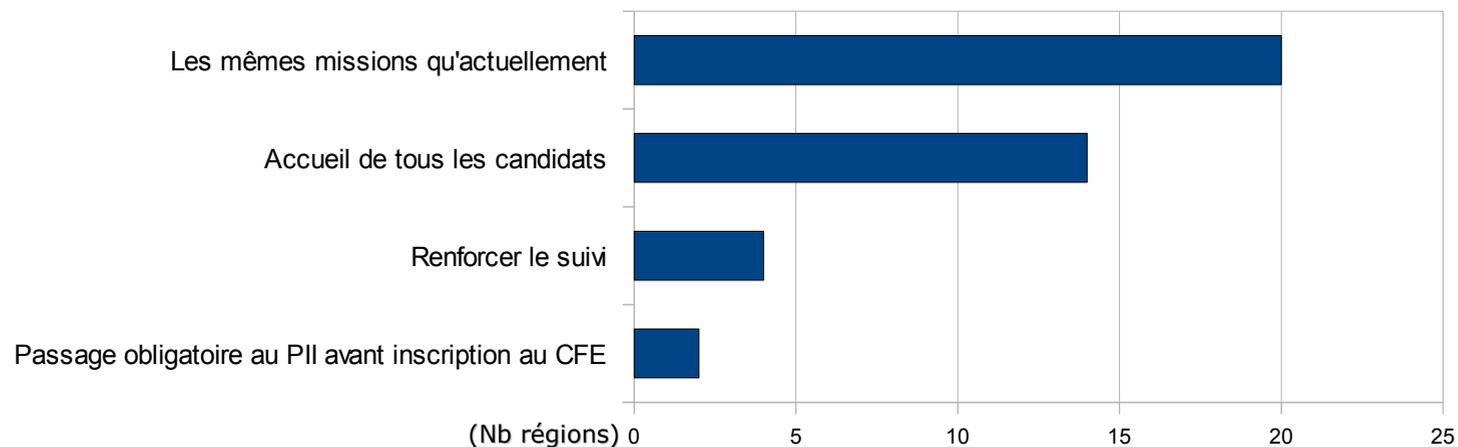
agriculture
.gouv.fr
alimentation
.gouv.fr



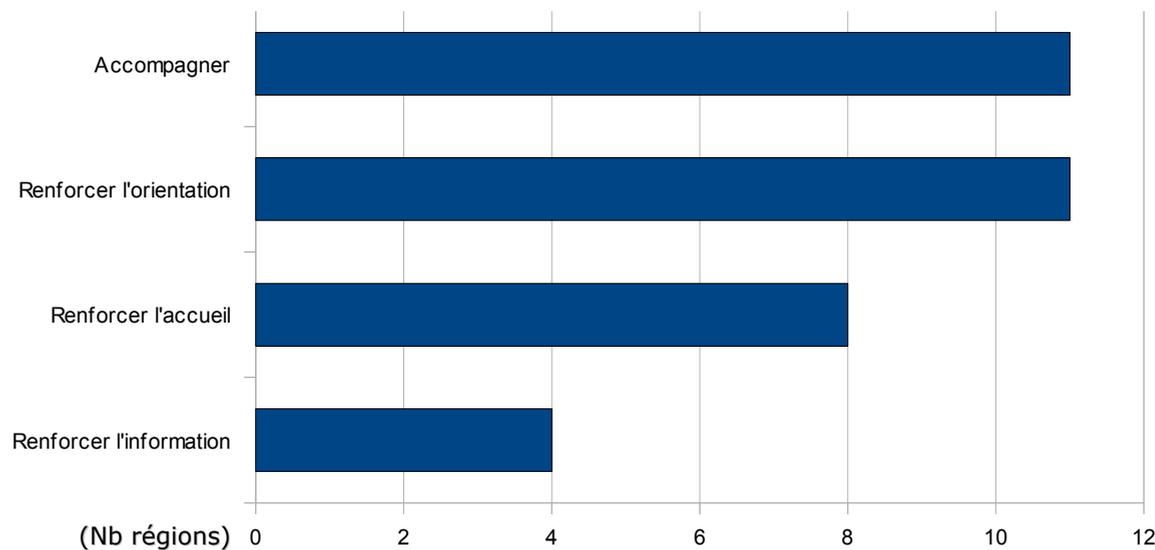


MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Quelles devraient être les missions du PII ?

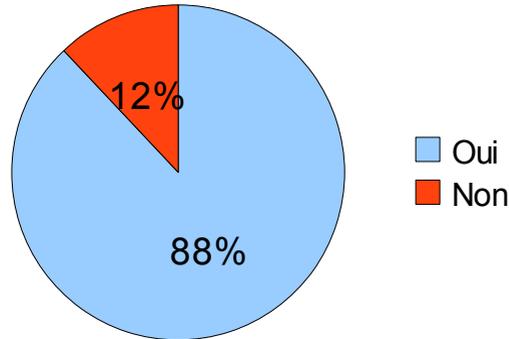


Quelles nouvelles missions devraient assurer le PII ?

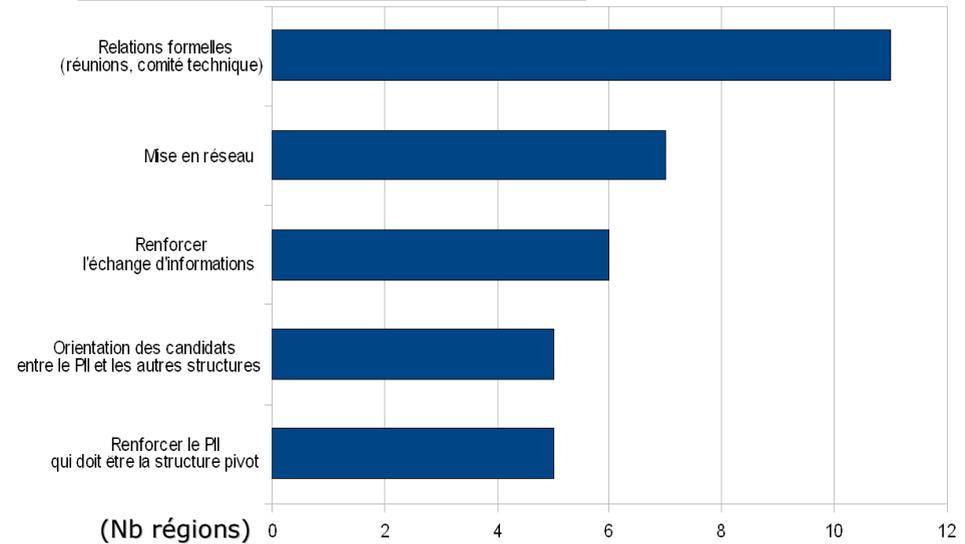


Comment renforcer le lien entre le PII et les différentes structures présentes sur le territoire susceptibles de participer à l'accompagnement du porteur de projet ?

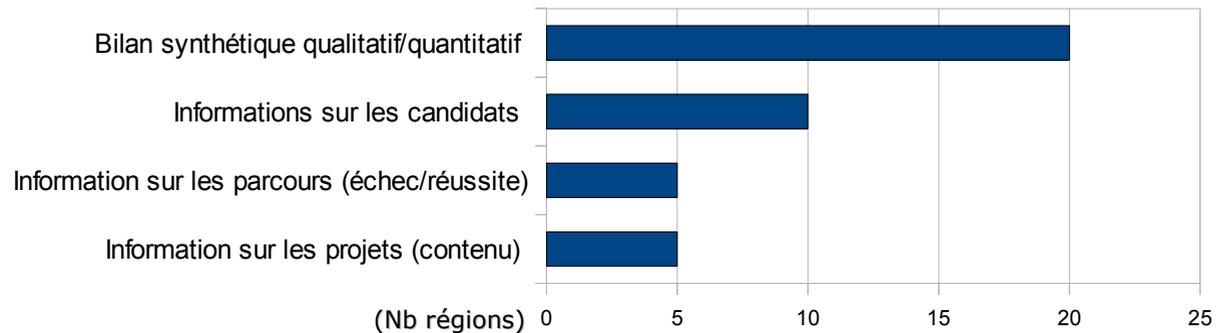
Faut-il les mettre en réseau ?



Comment renforcer ce lien ?



Quels types d'informations les PII devraient-ils transmettre aux partenaires ?

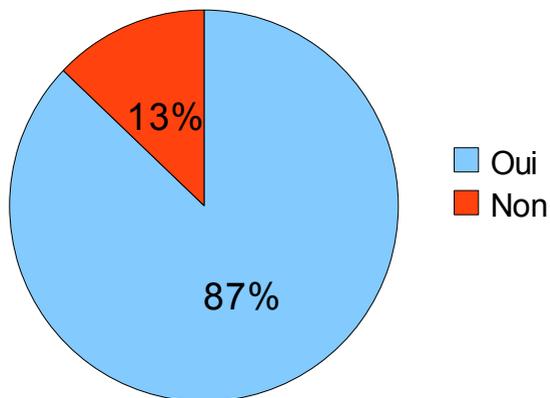




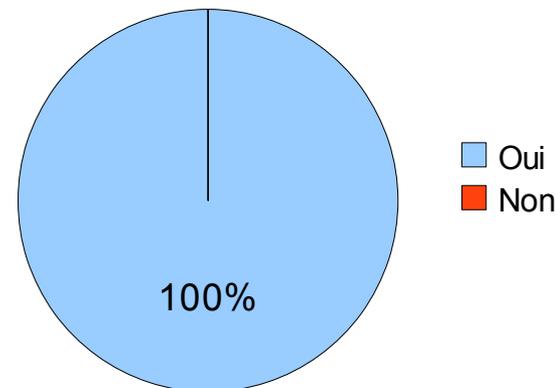
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Comment garantir que les missions des PII soient assurées dans de bonnes conditions ?

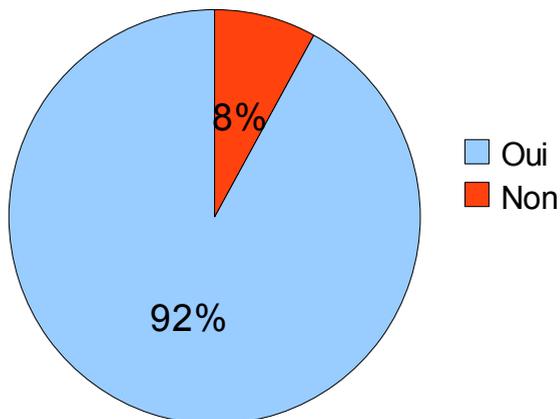
Prévoir un animateur dédié



Assurer un suivi des actions du PII ?



Exiger un niveau de formation minimum des animateurs ?

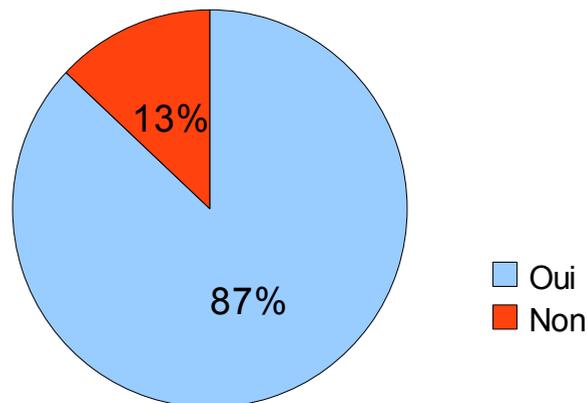




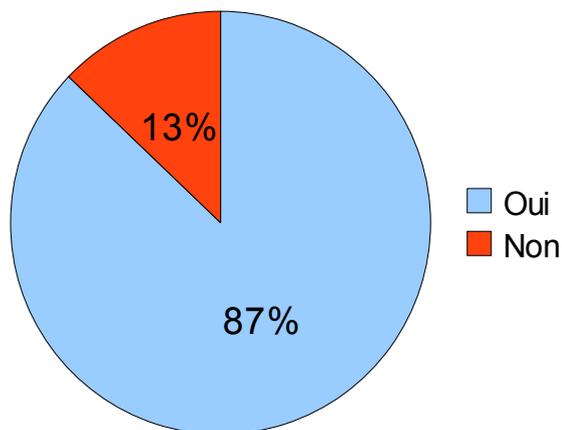
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Les missions ?

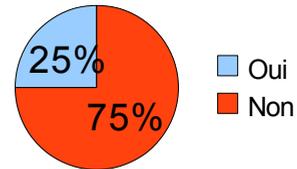
Les CEPPP remplissent-ils correctement leurs missions ?



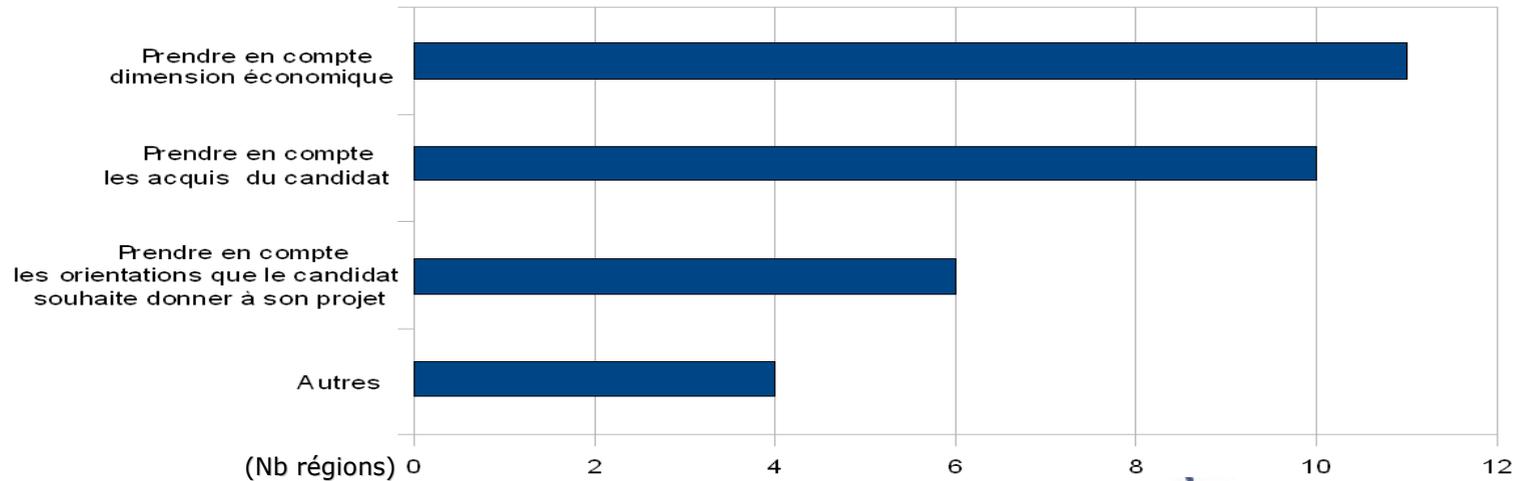
Les conseillers remplissent-ils correctement leurs missions ?



Faut-il revoir le contenu de l'auto-diagnostic ?



Pour un candidat qui n'a pas encore identifié l'exploitation à reprendre, quels seraient les autres critères à prendre en compte pour mesurer le degré de maturité du projet du candidat ?

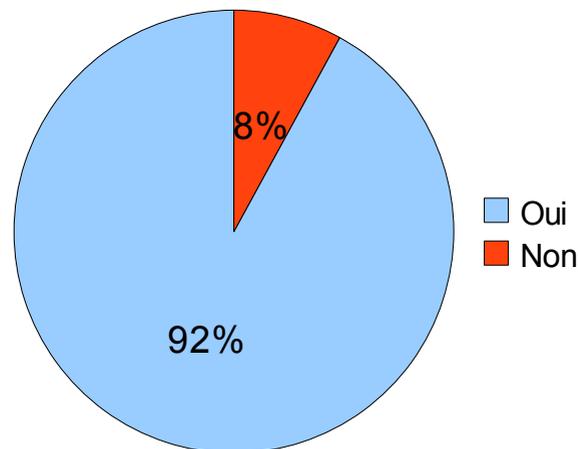




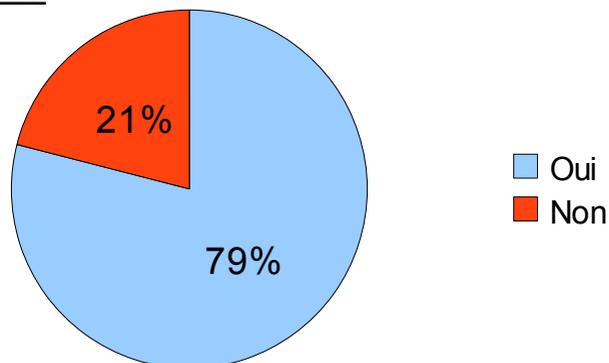
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

L'accompagnement des jeunes

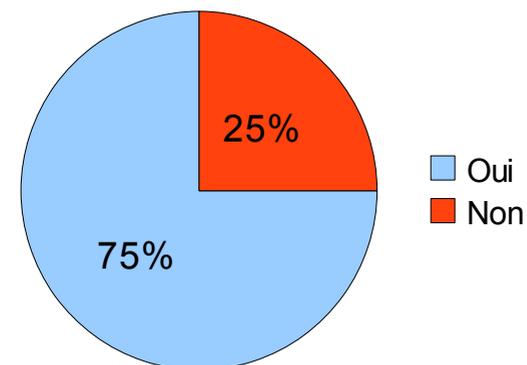
Faut-il élargir ce dispositif ?



En amont, pour des projets pas assez mûrs pour qu'un PDE et un PPP puissent être élaborés ?

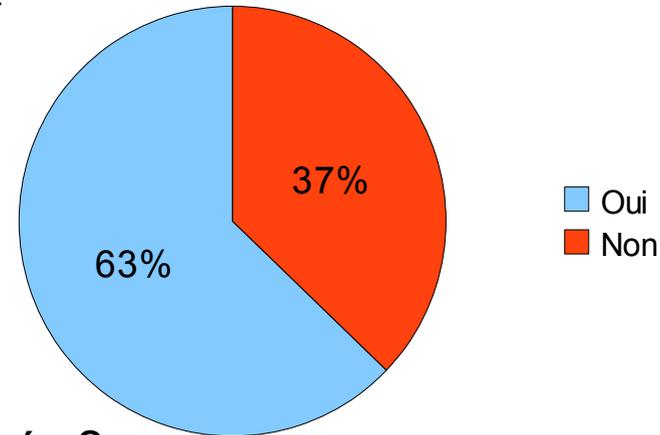


En aval de l'installation ?

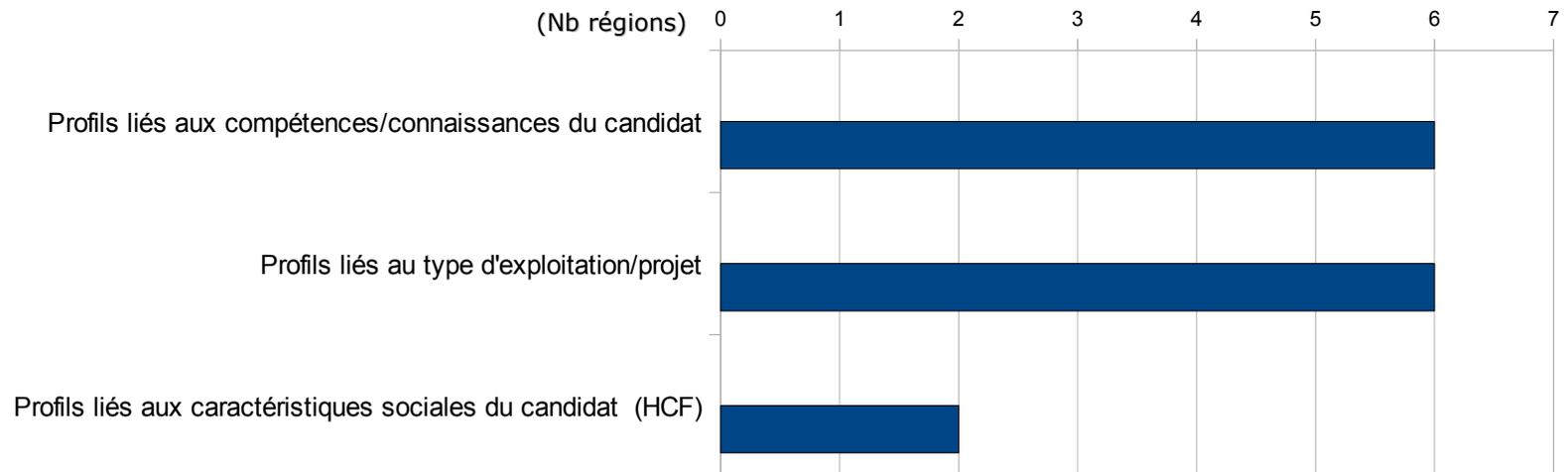


Le parcours minimal d'accompagnement

Y-a-t-il besoin de définir un parcours minimal d'accompagnement pour certains types de profil?



Quels sont les profils visés ?





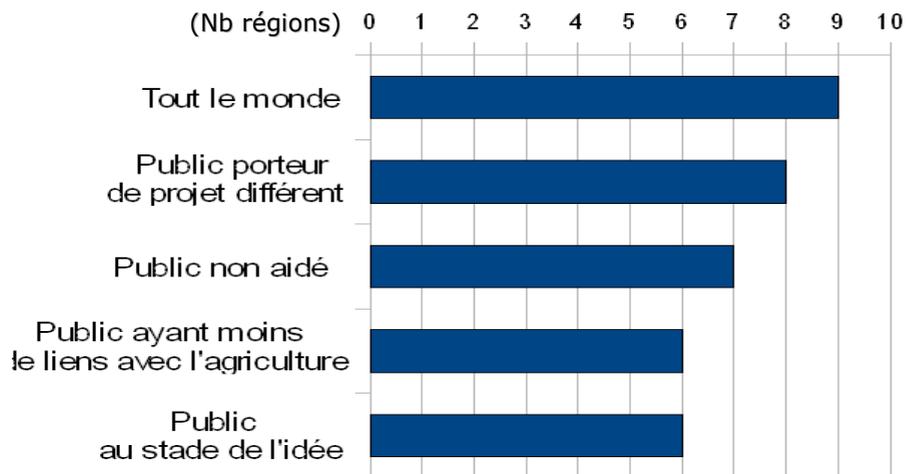
Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

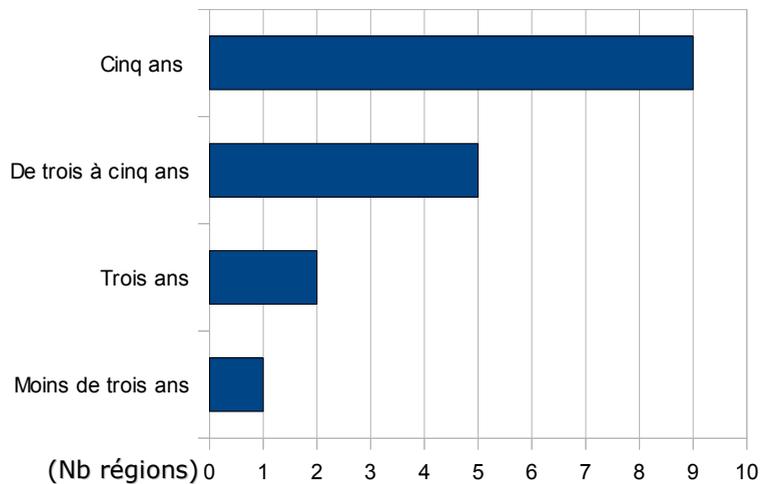
L'accompagnement des jeunes

A quel public élargir l'accompagnement ?

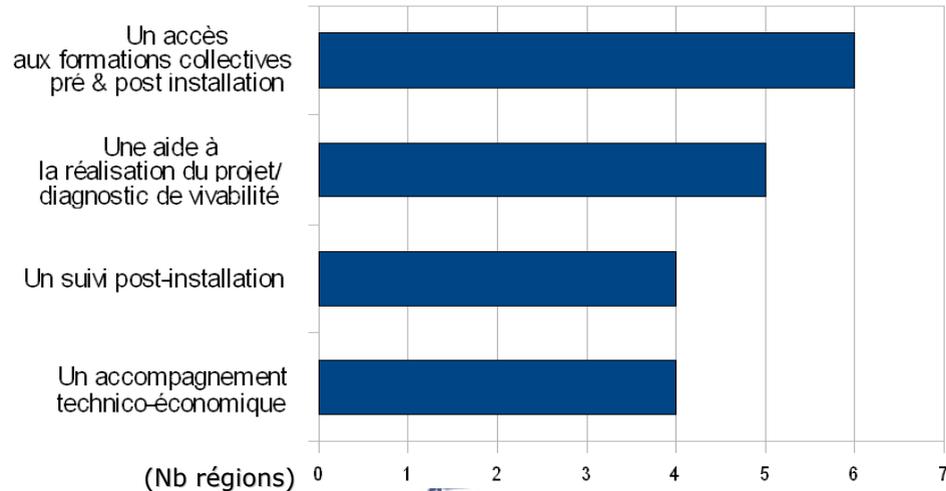


Toutes les régions répondent favorablement pour un accompagnement des publics non aidés

Quelle durée d'accompagnement ?



Quel type d'accompagnement ?



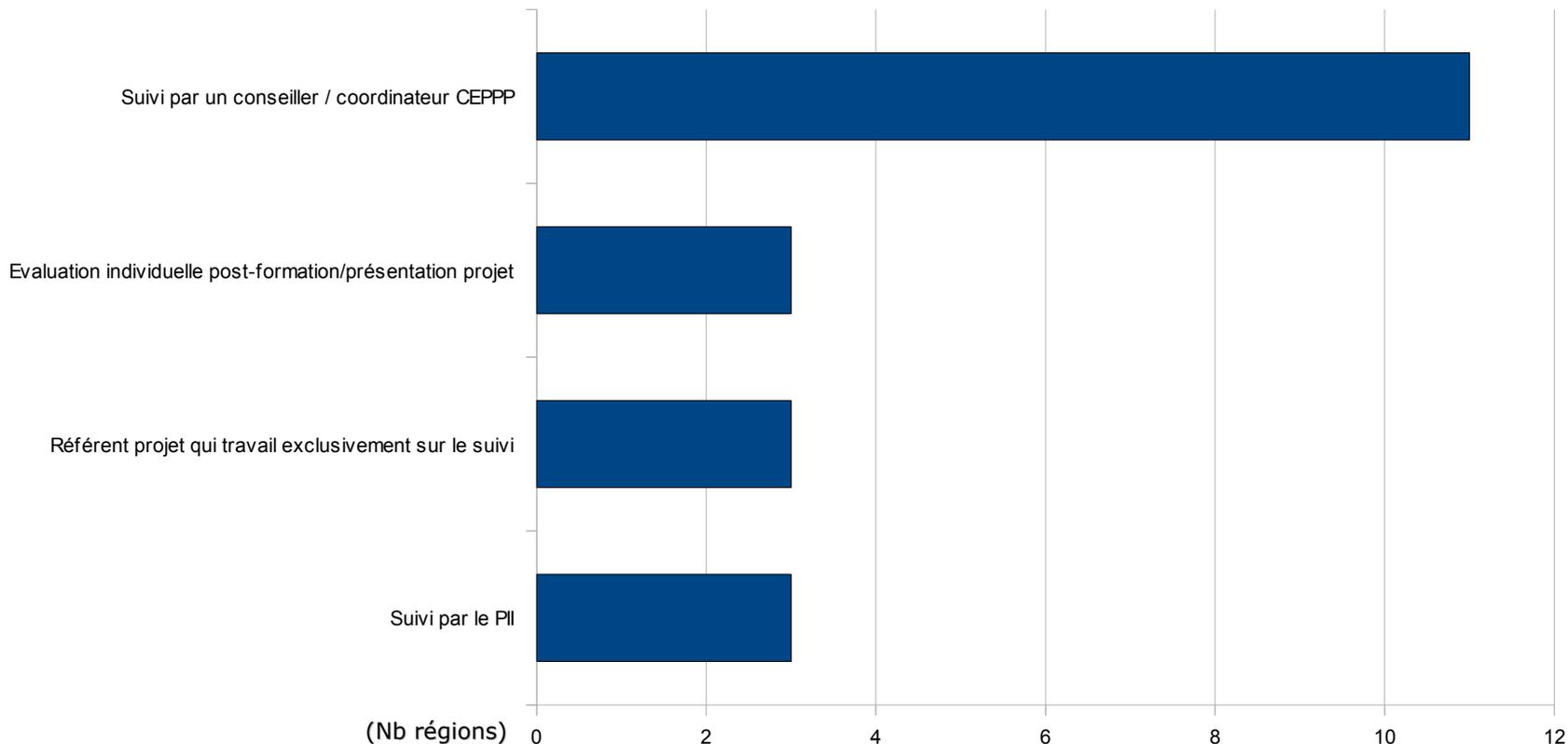


MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

L'accompagnement des jeunes

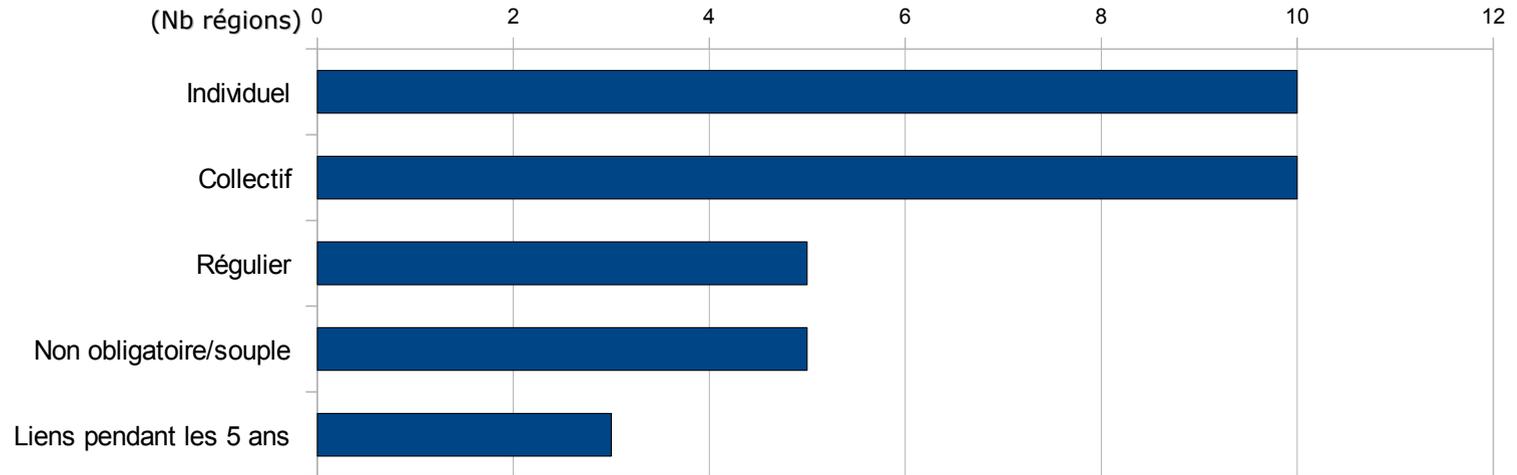
Le suivi post-agrément du PPP

Comment pourrait-on s'assurer de l'efficacité du suivi des candidats après agrément ?

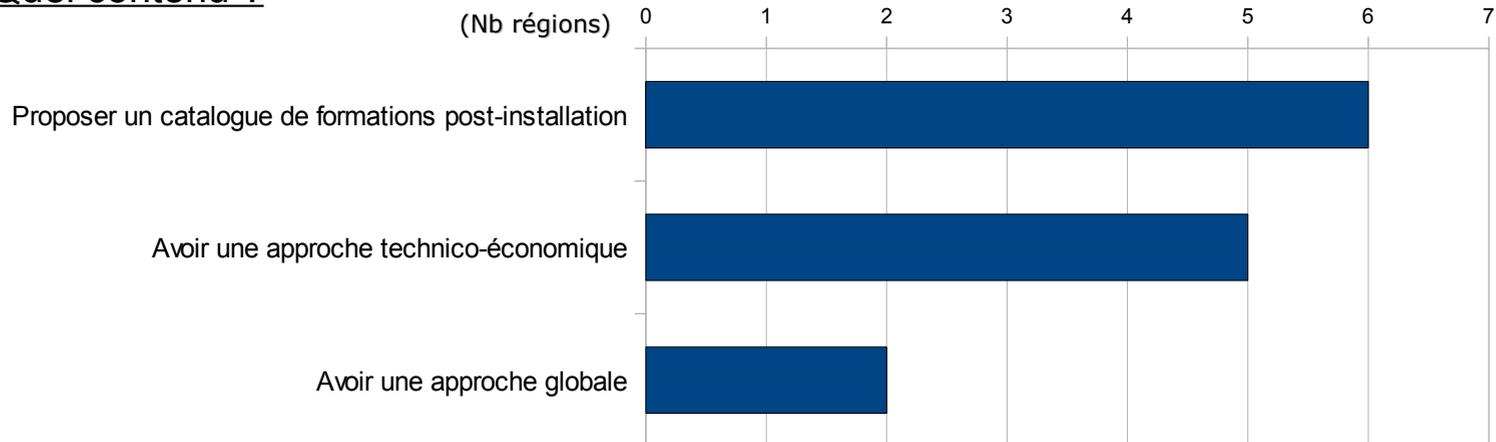


Le suivi post-intallation

Quelles modalités ?



Quel contenu ?



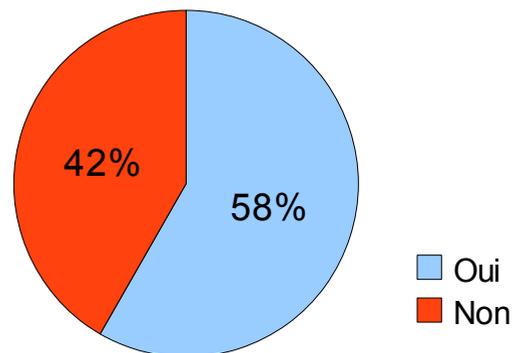


MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

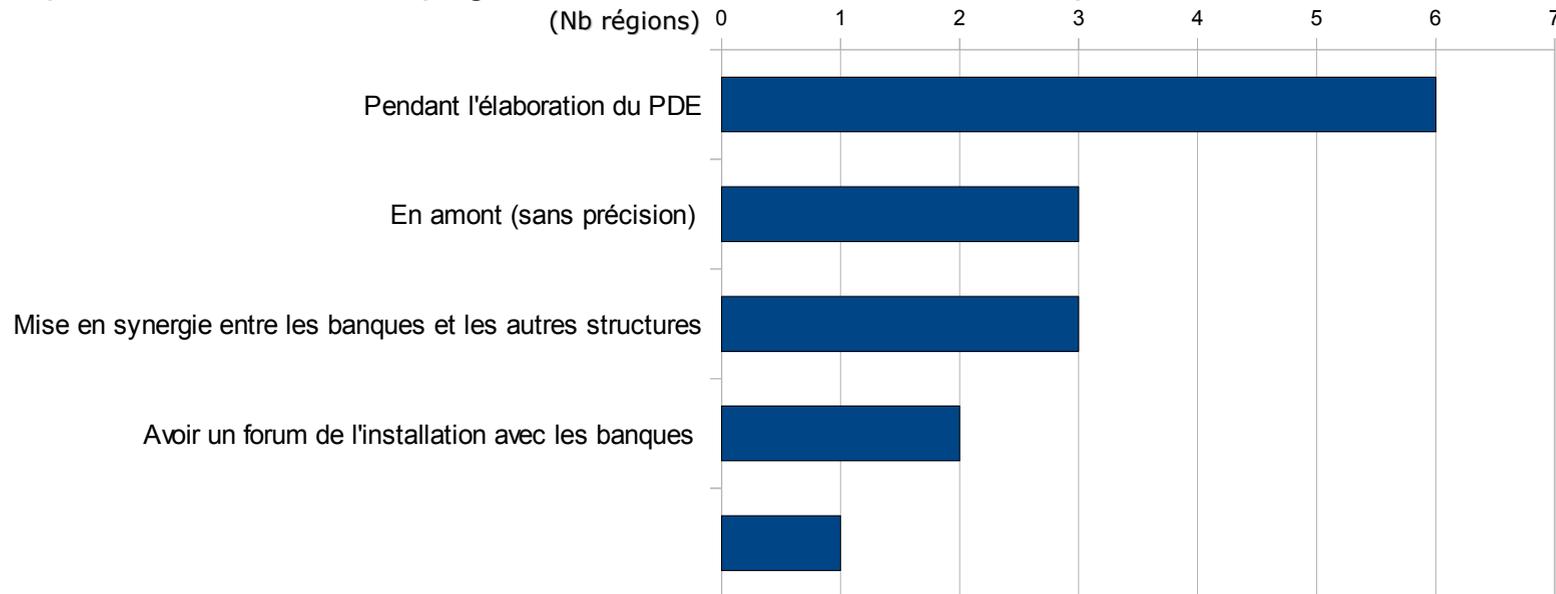
L'accompagnement des jeunes

Les banques

Faut-il leur réserver une place particulière en matière d'accompagnement ?



A quel stade de l'accompagnement leur intervention est-elle pertinente ?

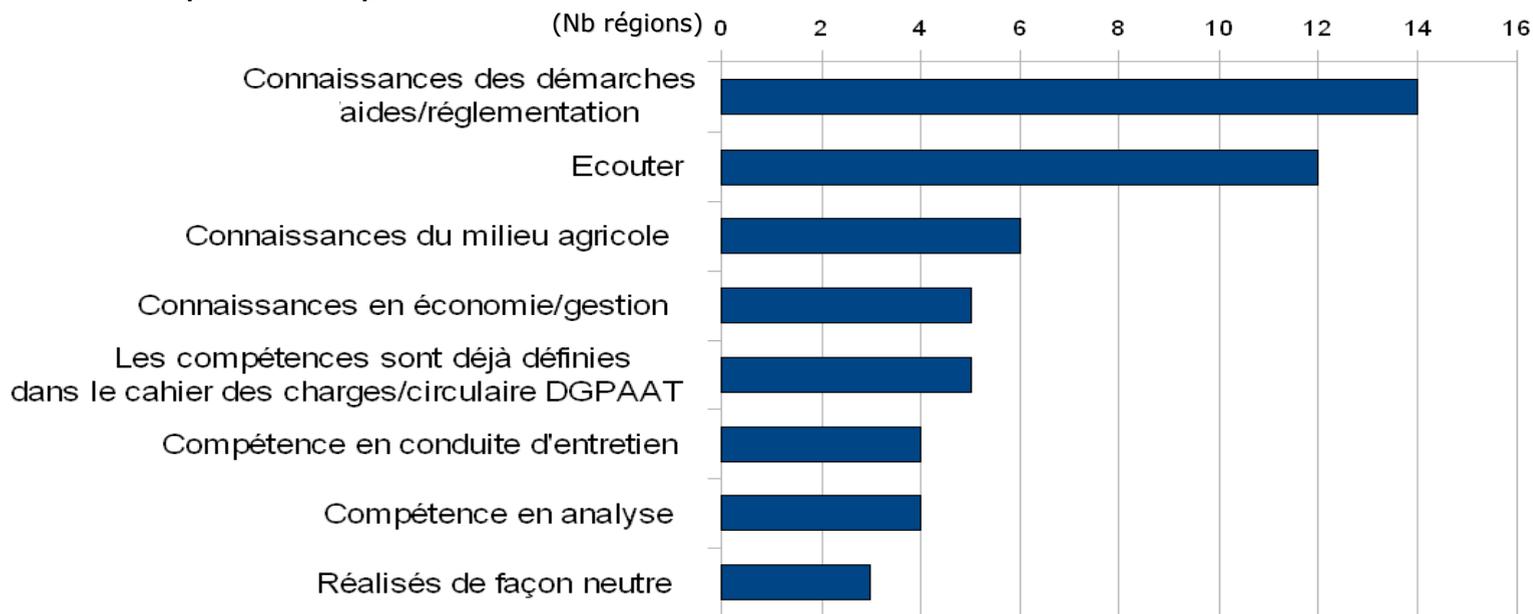




MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Le personnel d'encadrement

Quelles compétences pour les animateur du PII ?



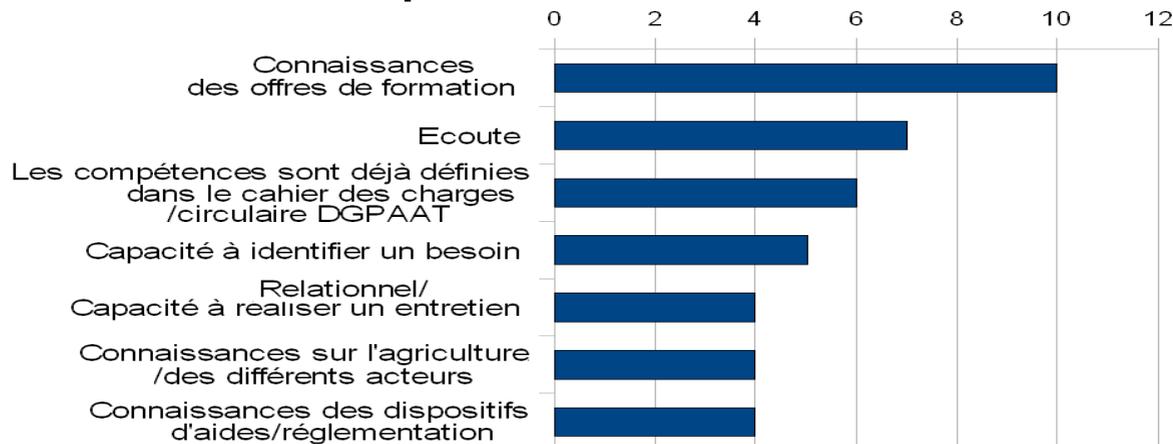


MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

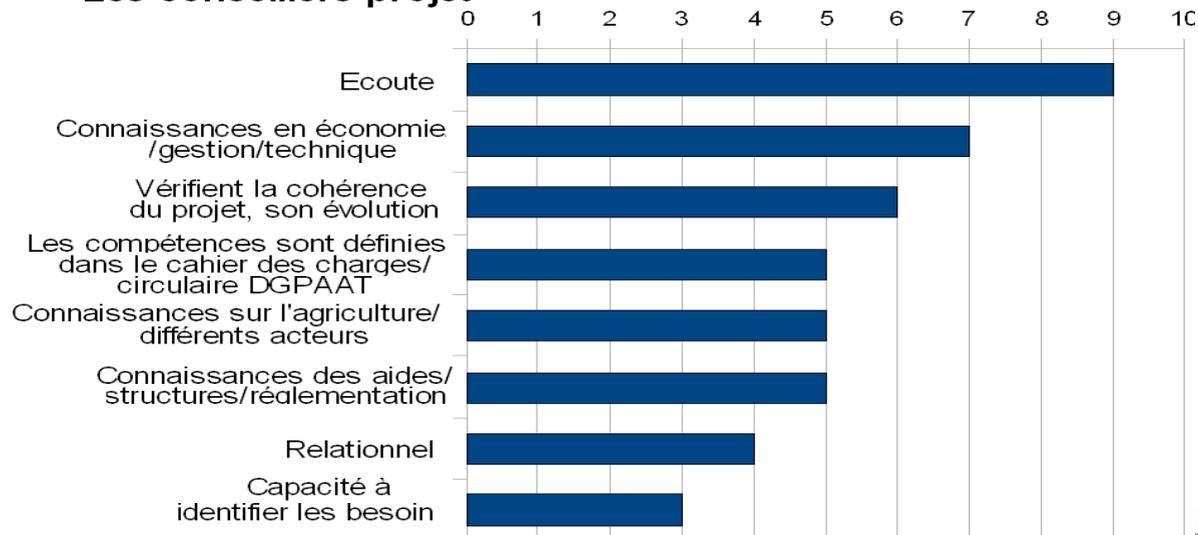
L'accompagnement des jeunes

Quelles compétences pour les conseillers CEPPP ?

Les conseillers compétences



Les conseillers projet



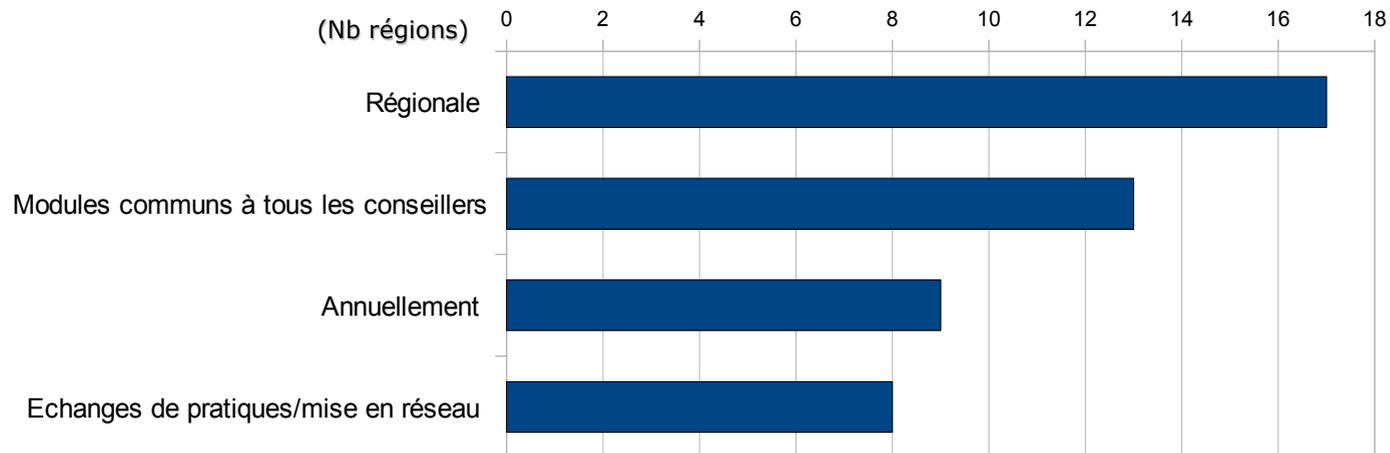


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

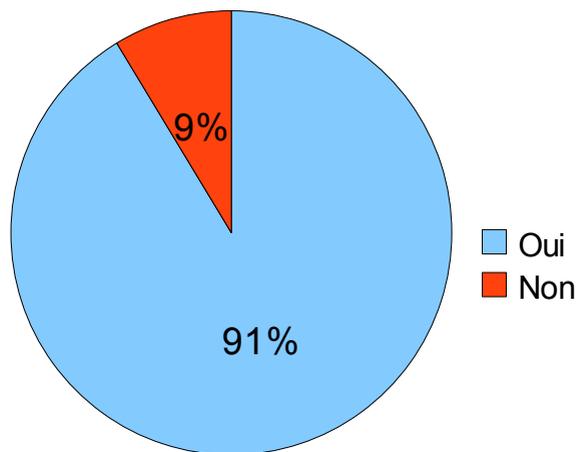
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

L'accompagnement des jeunes

Comment voyez vous l'organisation des actions de formation pour les animateurs et les conseillers ?

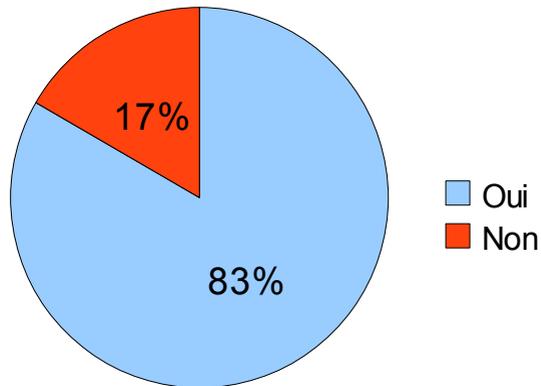


Faut-il, dans le cadre du dispositif d'accompagnement, quelque soit l'action prescrite dans le PPP, proposer une couverture sociale au candidat ?

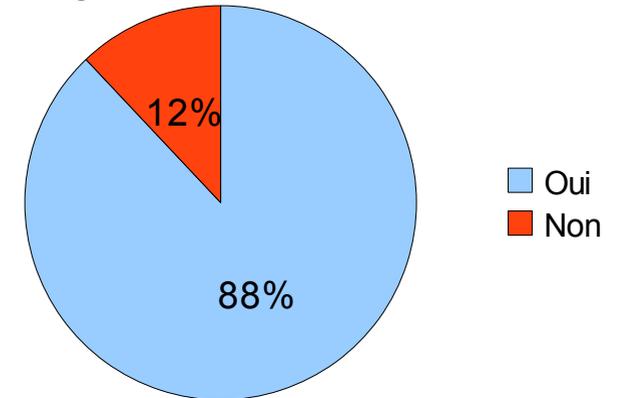


Le pilotage du dispositif

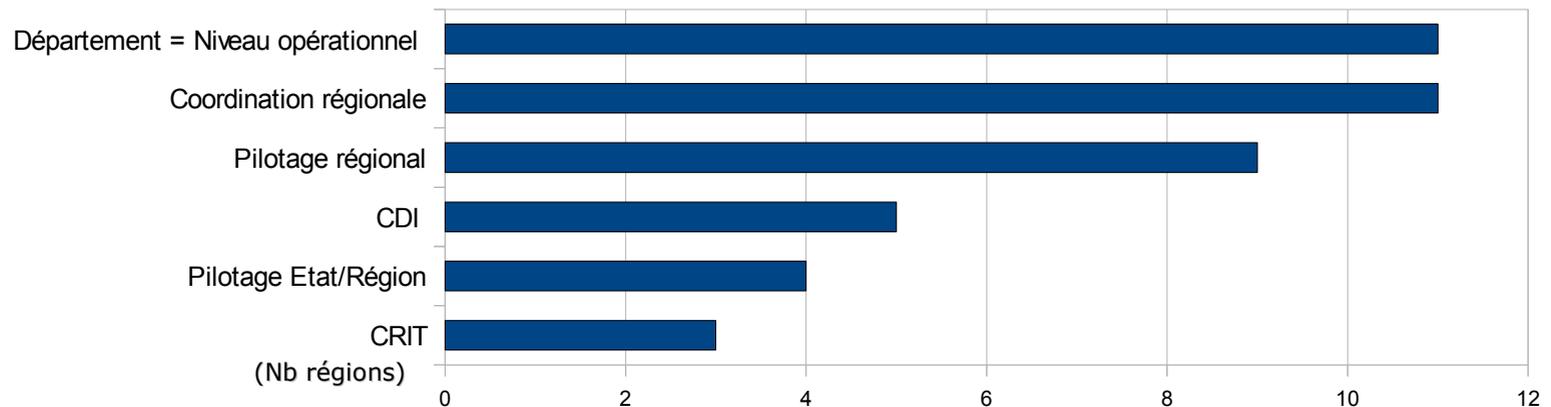
Le niveau régional pourrait-il assurer le pilotage, la cohérence et la mutualisation des actions d'accompagnement réalisées dans les départements ?



En dehors u CDI et de la CDOA, y-a-t-il d'autres instances départementales ou régionales où sont abordés actuellement la mise en œuvre et le suivi de l'accompagnement ?



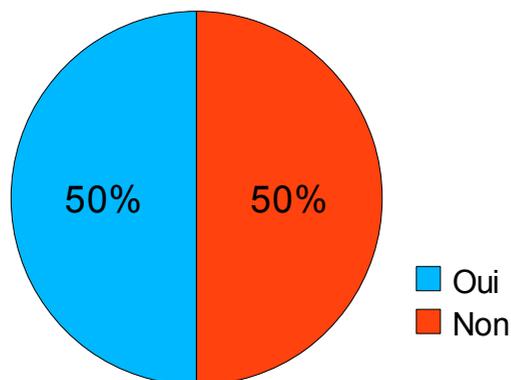
Globalement, quel serait le schéma approprié pour la coordination et le suivi des actions d'accompagnement mises en œuvre dans les départements ?



Le Plan Personnalisé de Professionnalisation

Les actions de formation

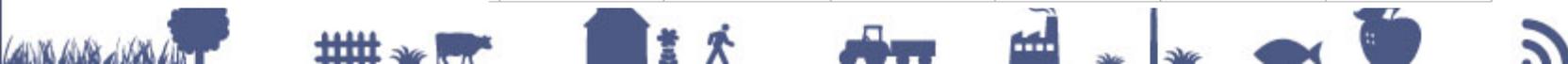
Faut-il modifier, élargir la liste des actions pouvant entrer dans le PPP ?



Quelles sont vos propositions ?



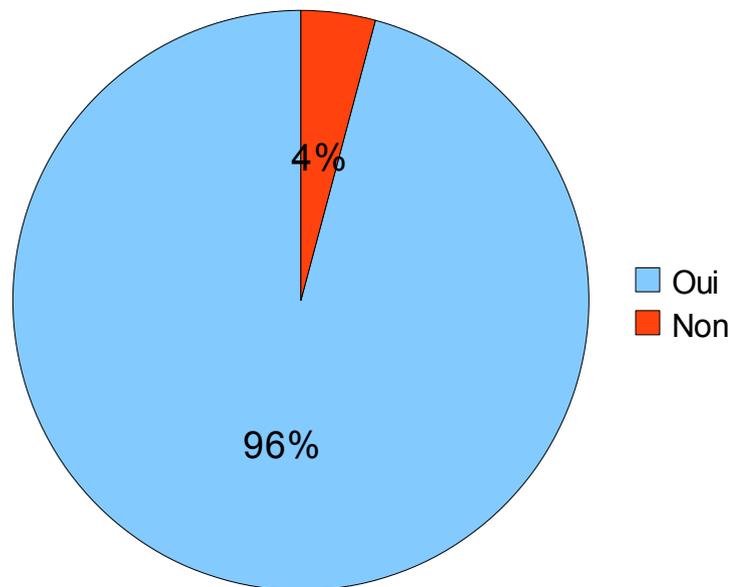
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT





Les actions de formation

Serait-il pertinent de mutualiser l'éventail des actions de formation au niveau régional ?





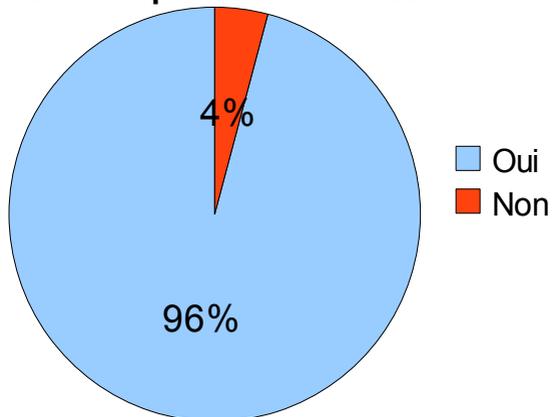
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Le Plan Personnalisé de Professionnalisation

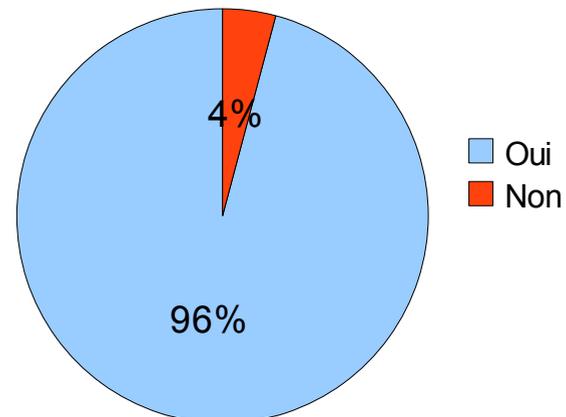
Les stages

Les stages en entreprise

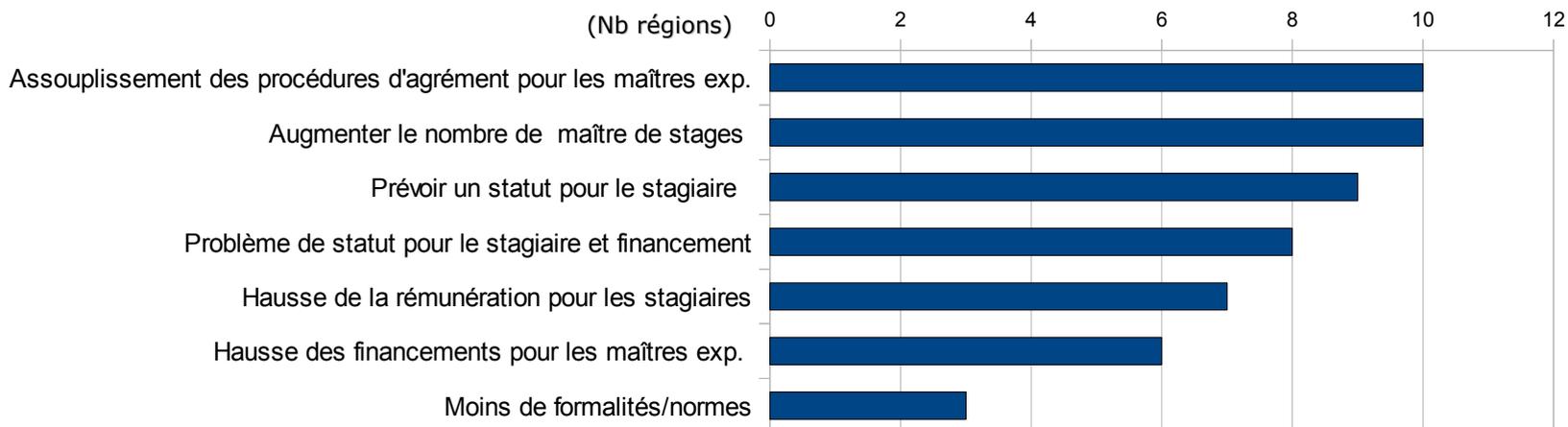
Estimez vous que les stages en entreprises sont nécessaires ?



Rencontrez vous des difficultés dans la mise en oeuvre des stages ?



Quelles propositions pour améliorer la mise en oeuvre des stages ?





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

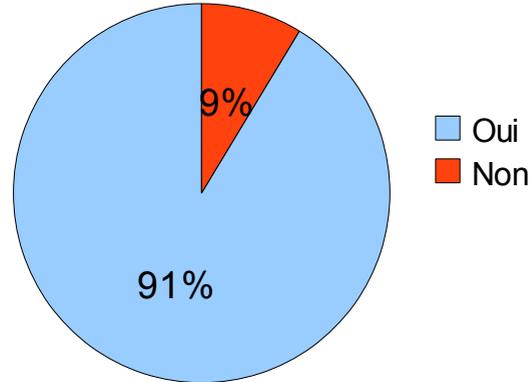
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Le Plan Personnalisé de Professionnalisation

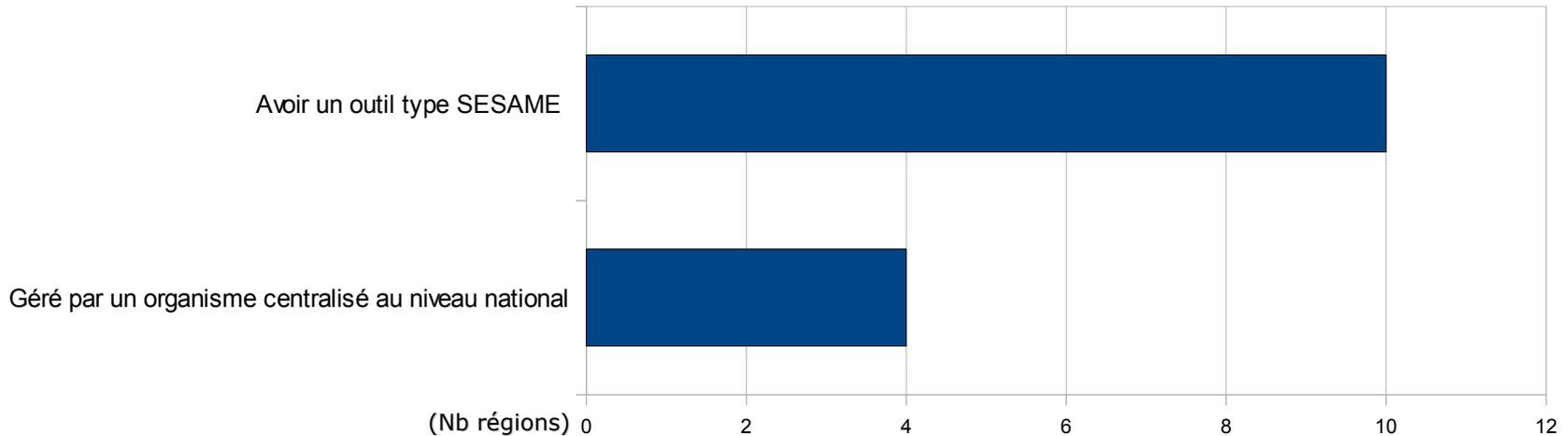
Les stages

Les stages à l'étranger

Est-il pertinent de relancer le dispositif de stage à l'étranger ?



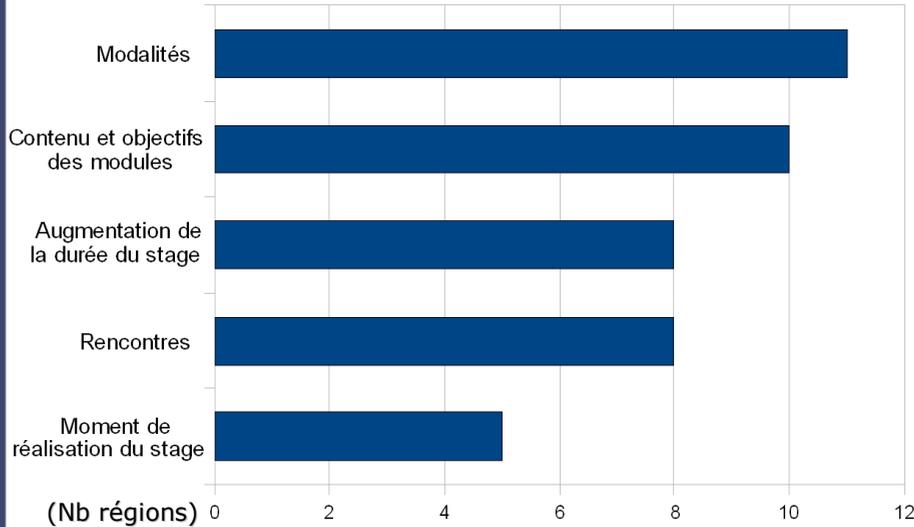
Quelles seraient vos propositions organisationnelles ?



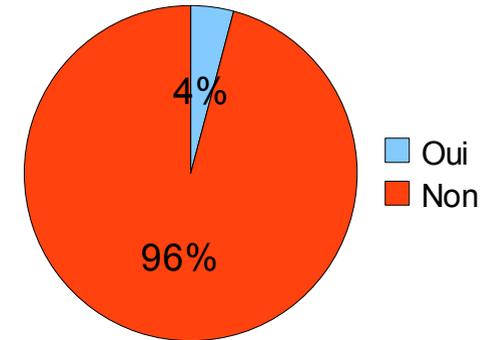
Le Plan Personnalisé de Professionnalisation

Le stage 21h

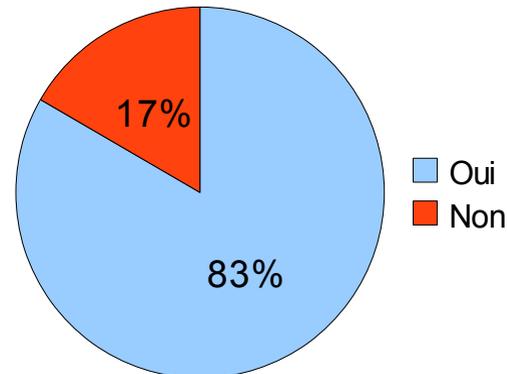
Quelles sont vos propositions de réforme ?



Faut-il, selon vous limiter au seul stage de 21h les candidats récemment titulaires d'un BPREA, d'un Bac Pro CGEA ou d'un BTSA ?



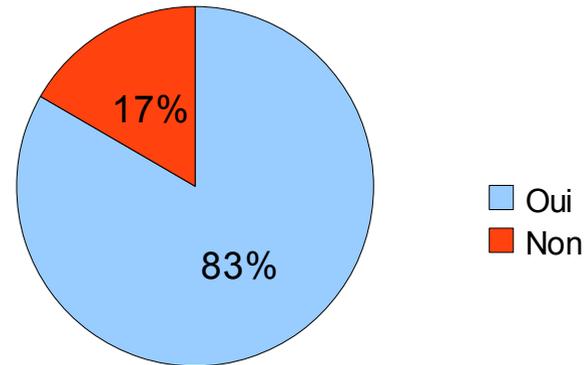
En dehors du stage de 21h faut-il selon vous préconiser d'autres actions sous forme collective ?



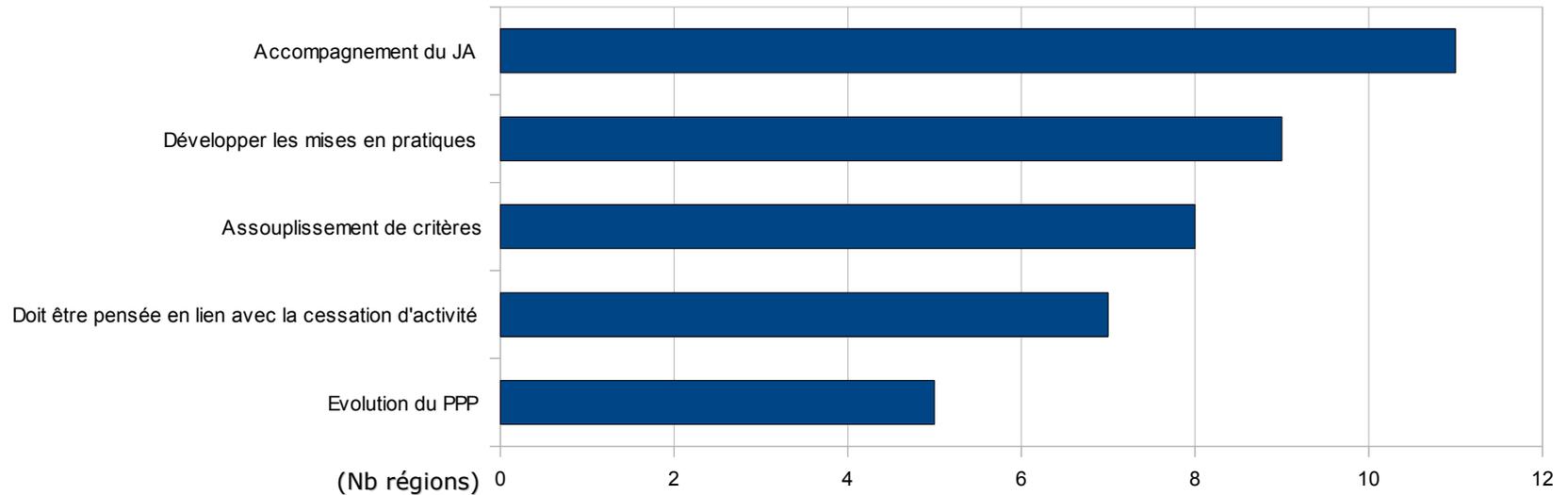
Le Plan Personnalisé de Professionnalisation

L'installation progressive

Pensez-vous que l'installation progressive puisse être une des préconisations du PPP ?



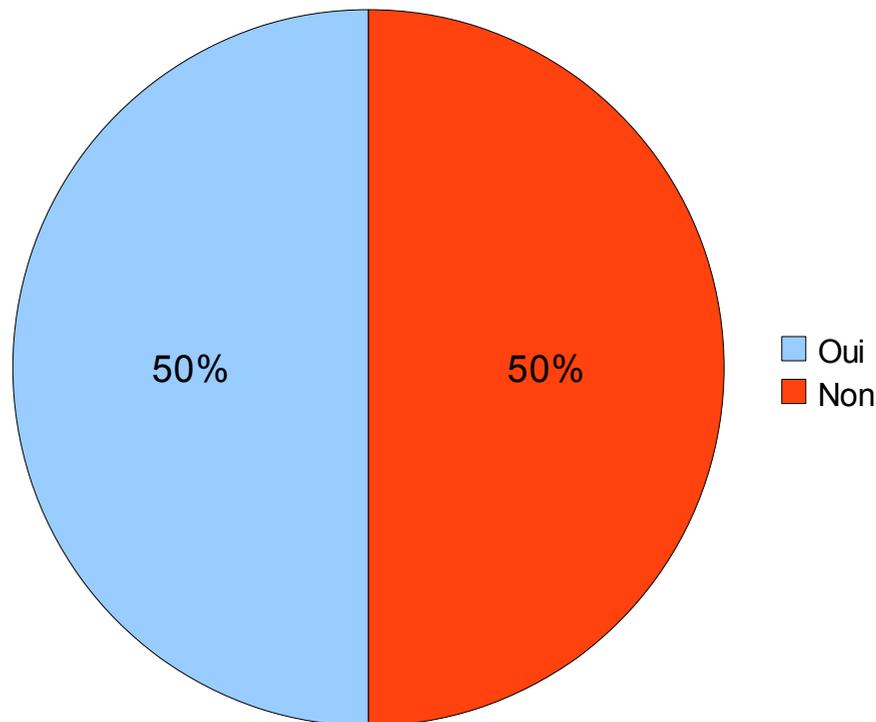
Comment voyez-vous la mise de l'installation progressive ?





Les non aidés

Dans votre région le dispositif PPP a-t-il bénéficié à des candidats non éligibles aux aides de l'État à l'installation ?



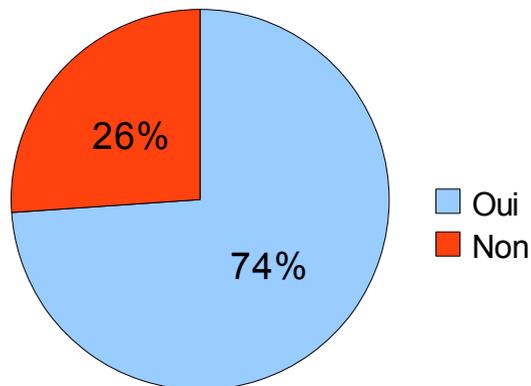
Le Plan Personnalisé de Professionnalisation



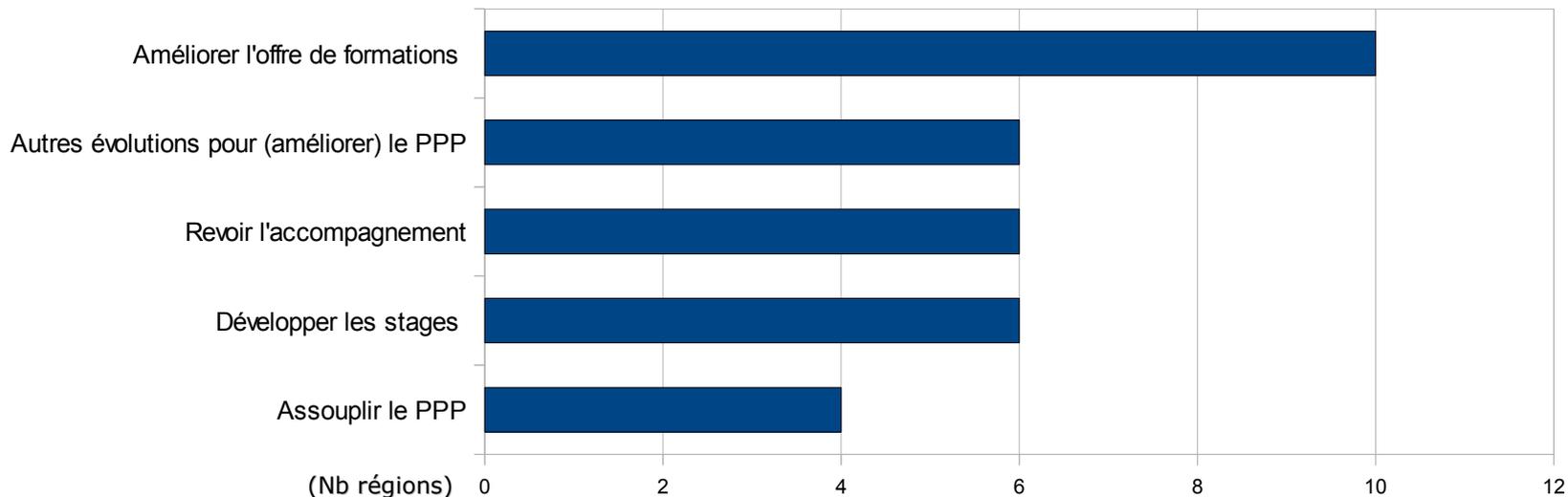
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Les évolutions du PPP

Globalement, jugez-vous utile de faire évoluer le PPP ?



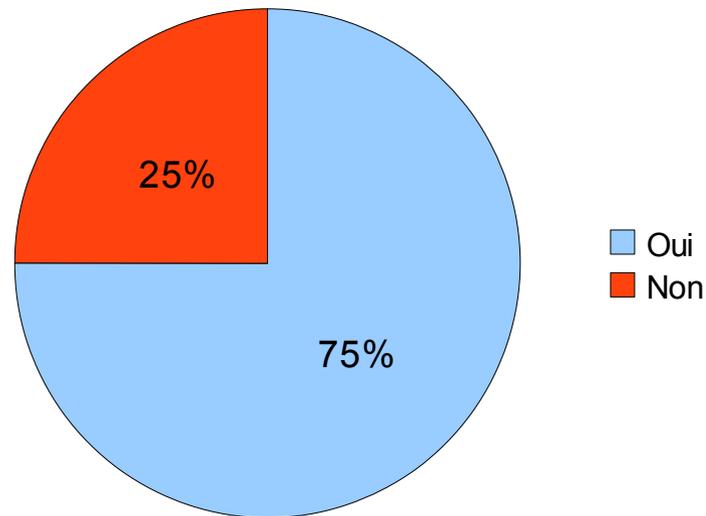
Quelles sont vos propositions pour faire évoluer le PPP ?





Le suivi des PPP

Faut-il selon vous un outil harmonisé au niveau national pour permettre le suivi du porteur de projet depuis son entrée dans le dispositif PPP jusqu'à la date de son installation ?



Le Plan Personnalisé de Professionnalisation

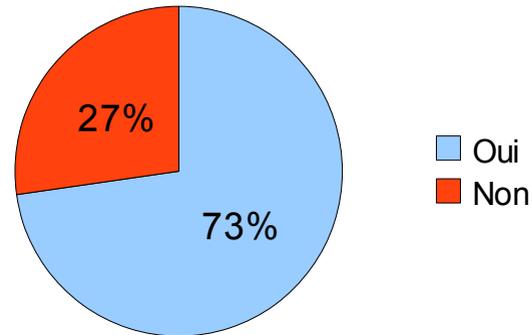


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

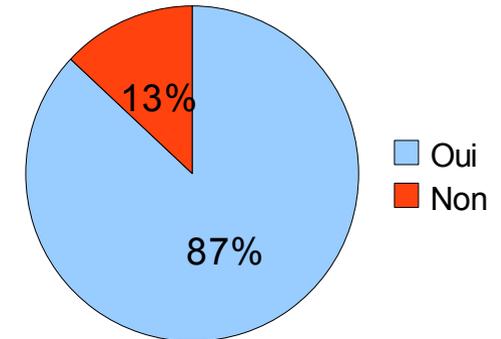
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Le suivi des PPP

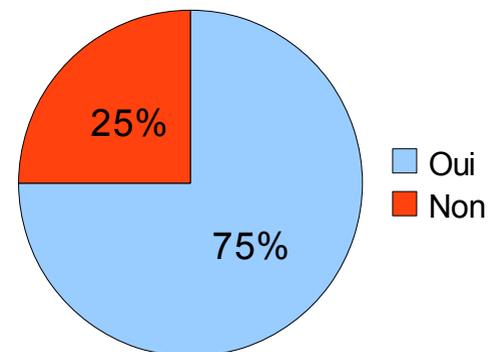
Une utilisation de cet outil serait-elle à faire au niveau national ?



Une utilisation de cet outil serait-elle à faire au niveau régional ?



Une utilisation de cet outil serait-elle à faire au niveau départemental ?

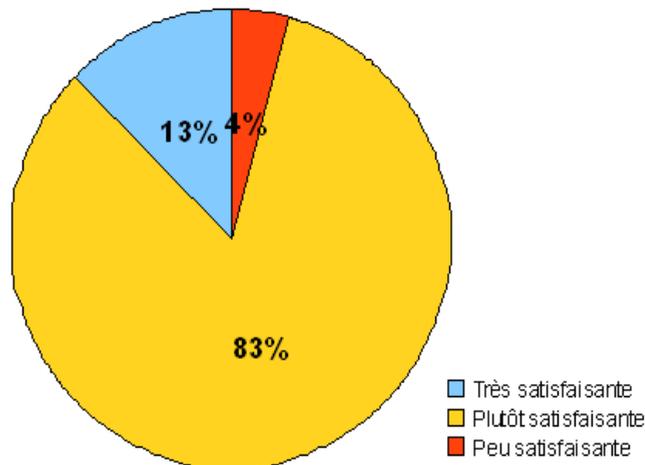




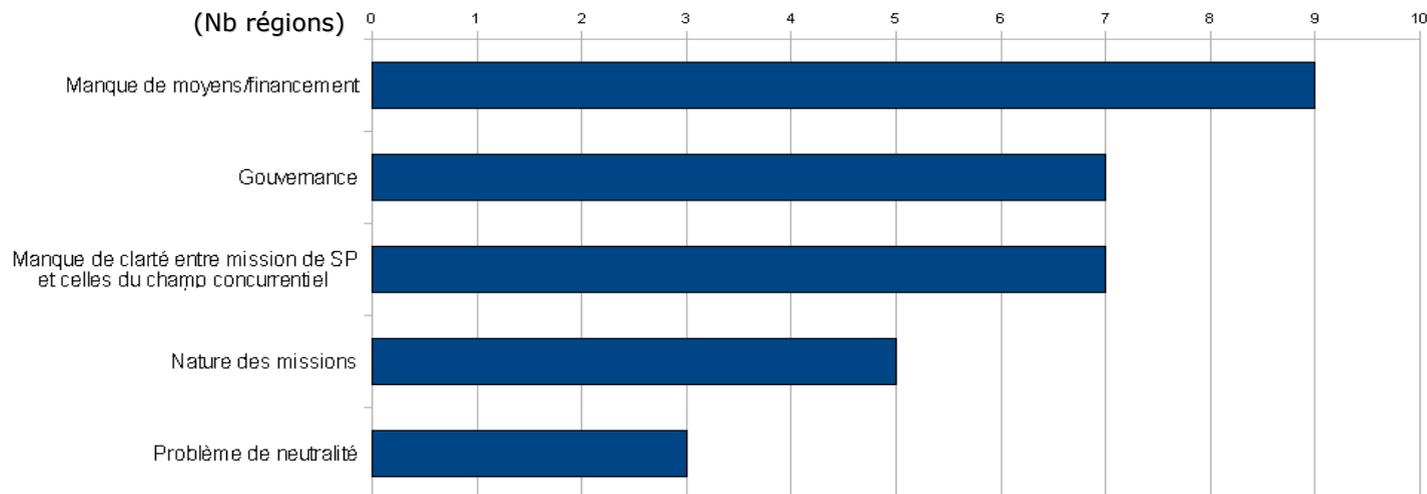
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Les missions de service public des chambres d'agriculture

Comment est appréciée cette mission ?



Quelles sont les principales critiques ?



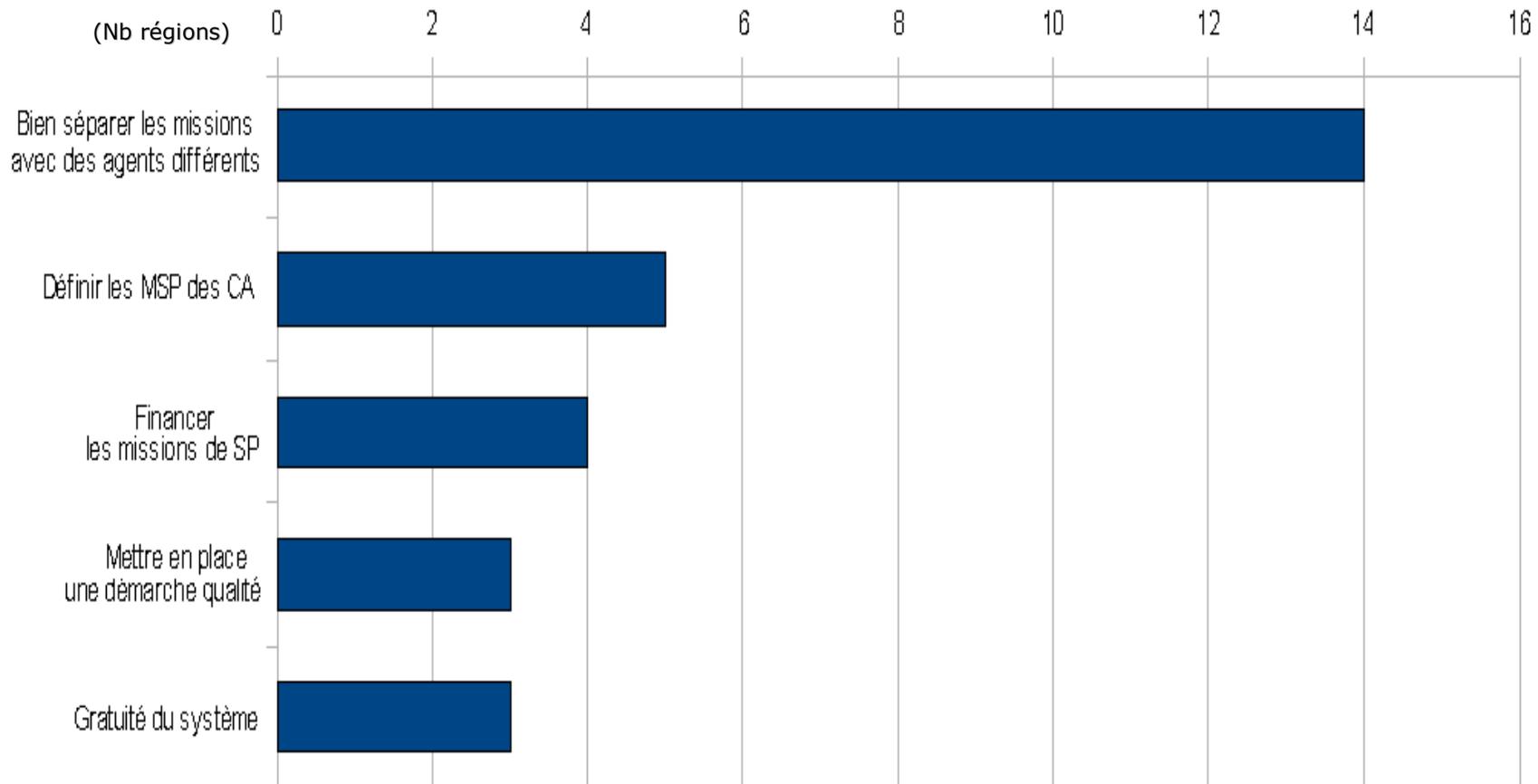


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Les missions de service public des chambres d'agriculture

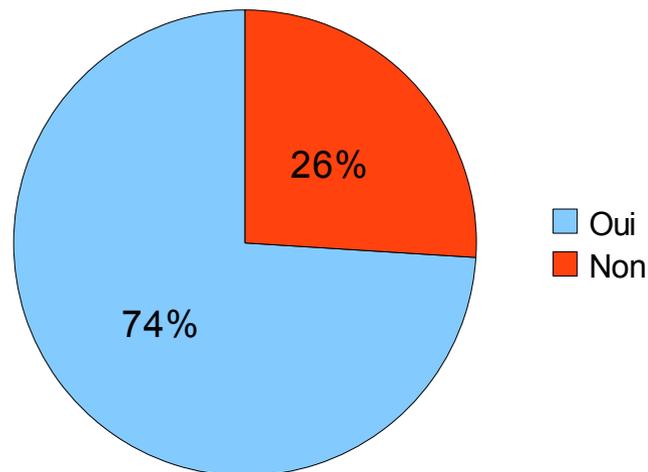
Les propositions pour séparer les missions de service public et les missions d'accompagnement



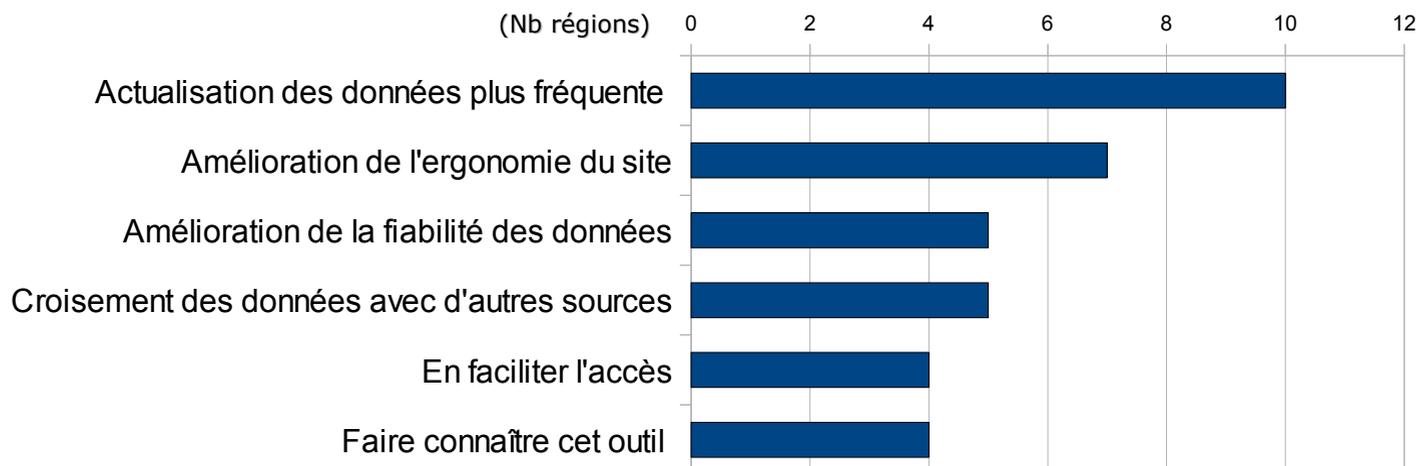


MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Cet outil est-il utile ?



Les propositions d'amélioration





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

QUELS ENJEUX POUR LA TRANSMISSION ET L'ACCES AU FONCIER ?

agriculture
.gouv.fr
alimentation
.gouv.fr



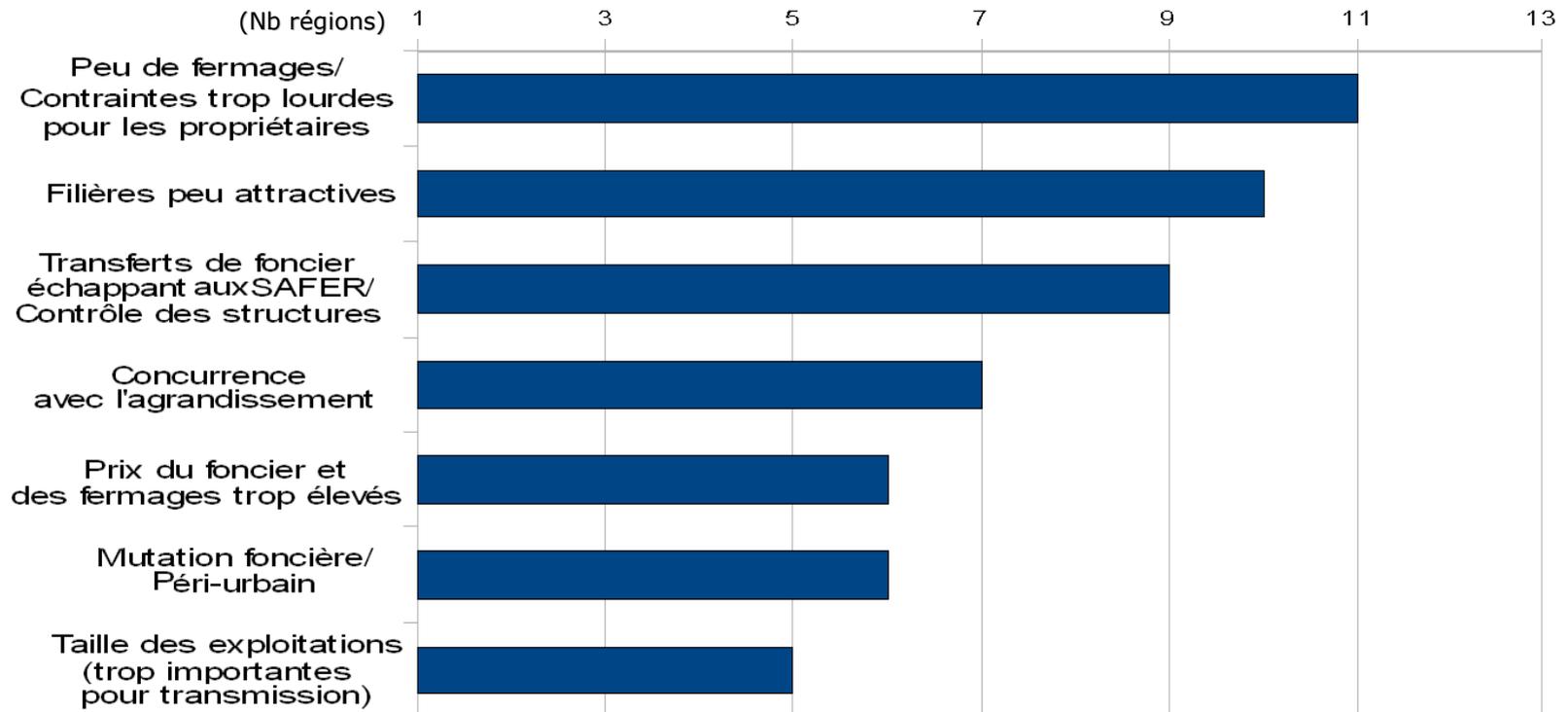


L'inadéquation entre l'offre et la demande

La totalité des régions considère que :

- L'accès au foncier est un frein important à l'installation
- Il n'y a pas d'adéquation entre l'offre et la demande de reprise d'exploitation.

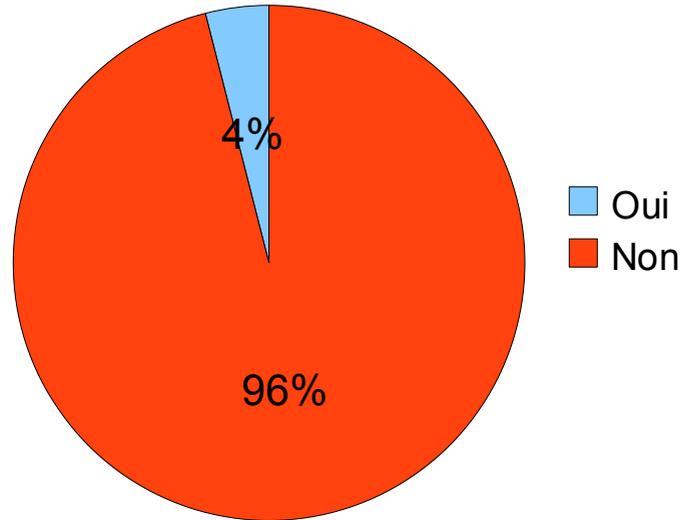
Les causes de cette inadéquation



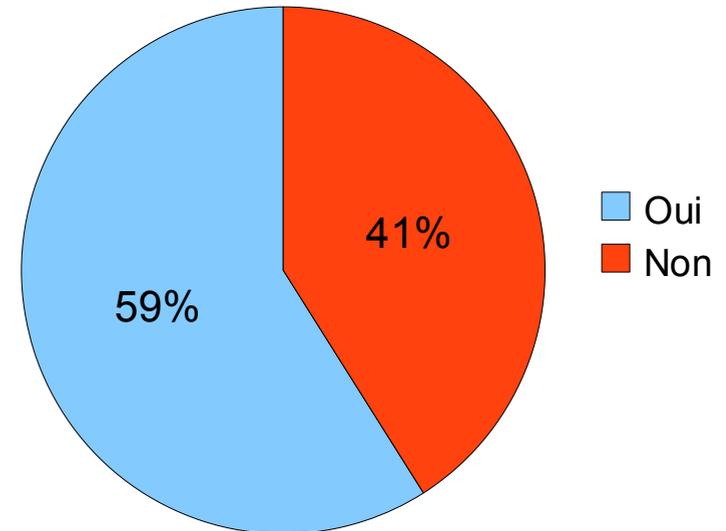


L'accès au foncier pour les nouveaux installés

La répartition des surfaces libérées entre agrandissement et installation est-elle satisfaisante ?

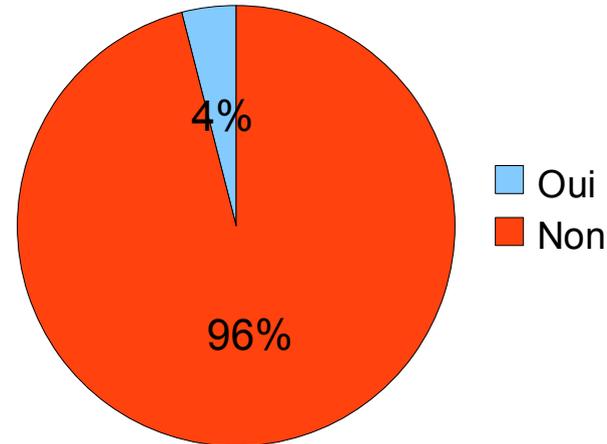


Peut-on définir une part optimale consacrée à l'installation ?



Les outils de portage du foncier

Les outils existants sont-ils suffisants ? :



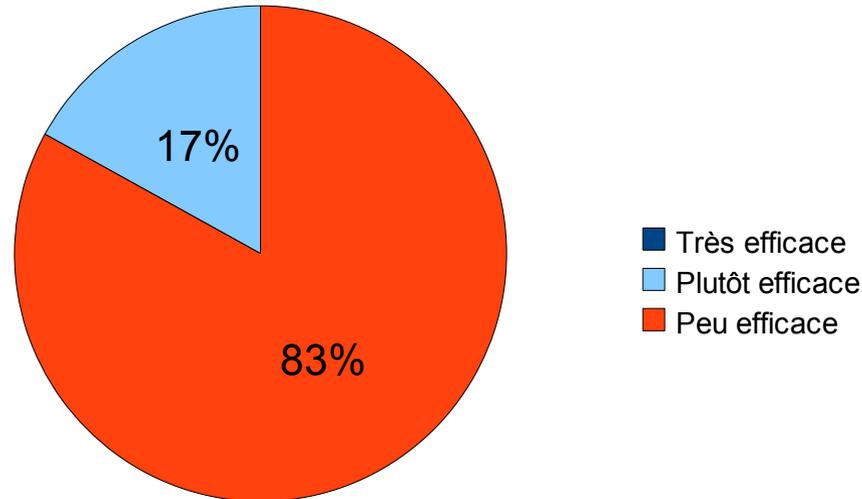
Propositions d'amélioration :

- Renforcer l'action des SAFER (17 régions)
- Accroître les possibilités de portage du foncier (12 régions), notamment par les CT (8 régions)
- Favoriser l'investissement privé (8 régions)
- Clarifier les missions des EPF (7 régions) par rapport à celles de la SAFER et les impliquer dans les politiques d'installation
- Favoriser l'acquisition progressive du foncier (6 régions) : location-vente, crédit bail, viager



Le contrôle des structures

Quelle efficacité du contrôle des structures pour les nouveaux installés ?



Quelles améliorations pour le contrôle des structures ?

- Contrôler les transferts de parts sociales dans les sociétés (12 régions)
- Renforcer les sanctions du contrôle des structures (12 régions)
- Améliorer la publicité lors de la cession de foncier (7 régions)
- Fixer des priorités (6 régions) : réaffirmer la priorité à l'installation, introduire de nouveaux critères tels que l'emploi, les petites structures et le HCF





Quelles propositions pour inciter les propriétaires à louer ?

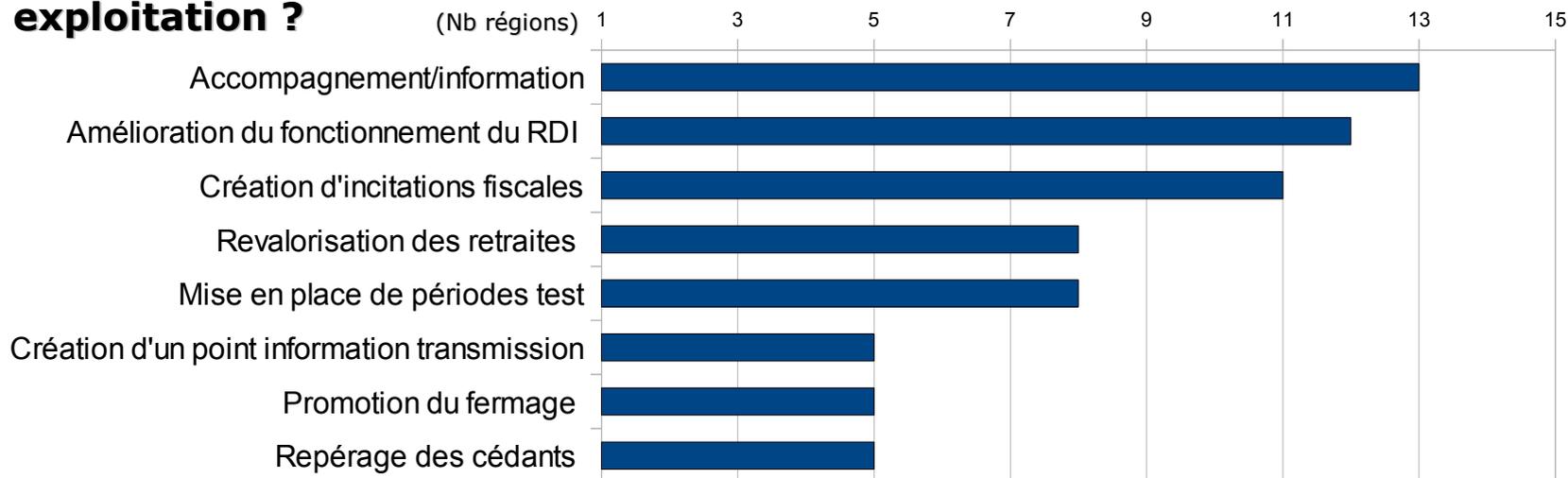
Favoriser le fermage (17 régions)

- Création d'une garantie au fermage (12 régions)
- Création d'incitations fiscales au propriétaire-bailleur (11 régions)
- Assouplir les règles du fermage jugées trop à l'avantage du preneur (6 régions)

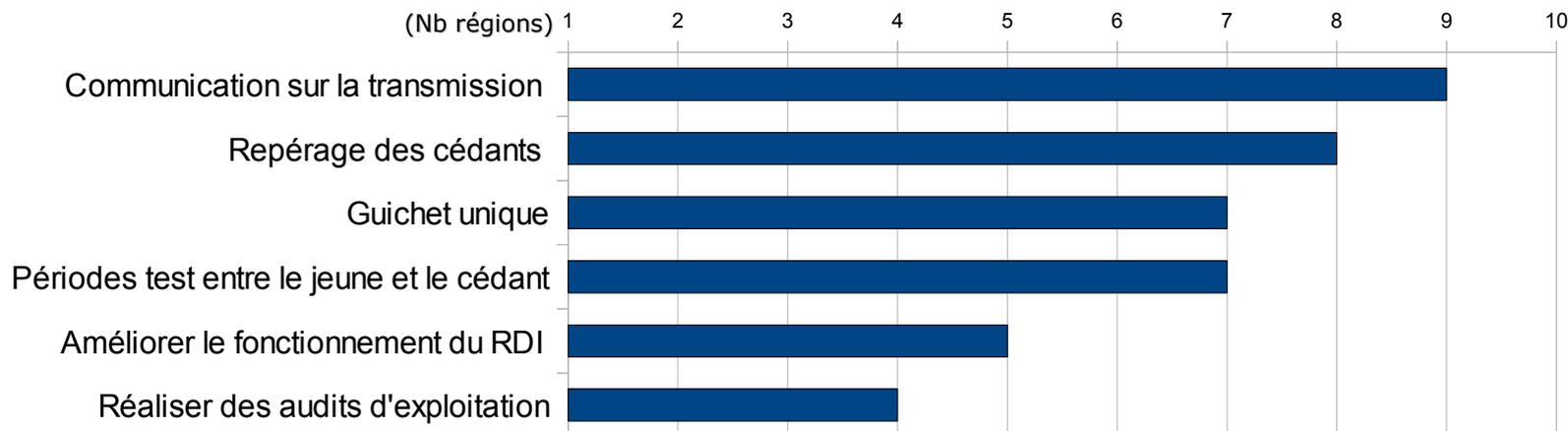




Quelles actions complémentaires les inciteraient à transmettre leur exploitation ?



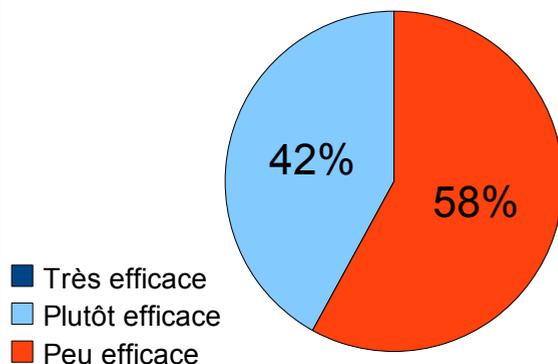
Quelles actions complémentaires permettraient d'améliorer le repérage ?





Le Répertoire Départemental à l'Installation (RDI)

Estimation de l'efficacité du RDI

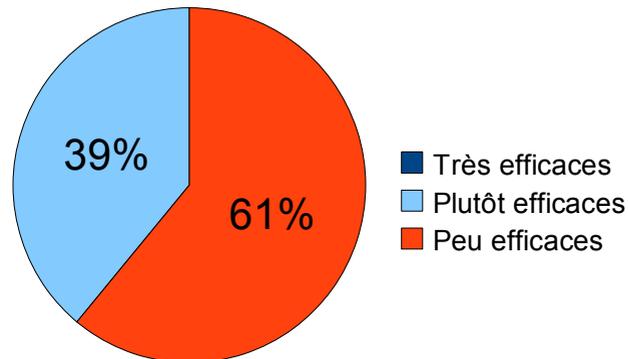


Propositions d'amélioration :

- Améliorer l'incrémentation du RDI (17 régions) : par les filières et les OPA, améliorer la saisie des DICAAs, et communication avec la SAFER
- Améliorer l'efficacité du RDI : en augmentant les aides aux cédants, en ne facturant pas les démarches d'inscription, en augmentant les moyens dédiés à cette mission et par la promotion du RDI auprès des agriculteurs

Les actions « accompagnement des cédants » PIDIL

Estimation de l'efficacité des actions

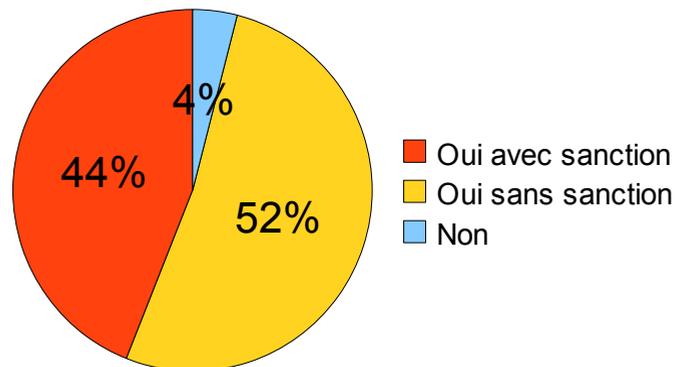




Les Déclarations d'Intention de Cessation d'Activité Agricole (DICAA)

Propositions d'amélioration des DICAA :

- Rendre obligatoire leur retour



- Anticiper leur envoi (21 régions)
- Autres propositions :
 - Réaliser l'envoi des DICAA par la DDT ou Chambre d'Agriculture
 - Améliorer le suivi des envois par la MSA
 - Améliorer le questionnaire joint





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

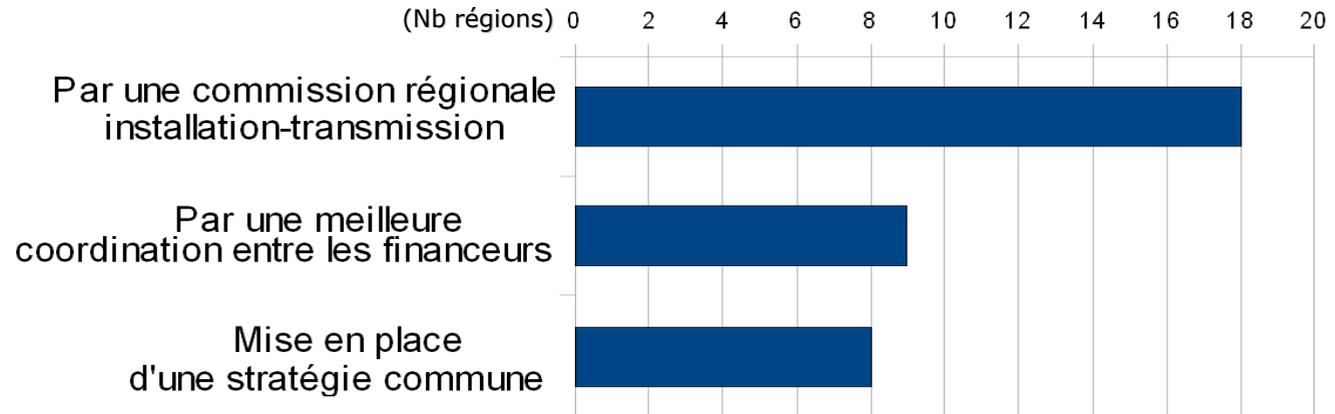
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

QUELLE GOUVERNANCE ?

agriculture
.gouv.fr
alimentation
.gouv.fr

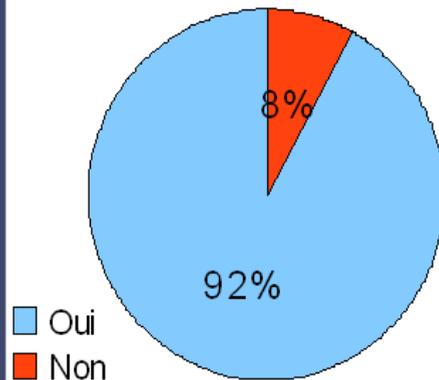


Comment assurer cette coordination ?



L'instance régionale chargée de l'installation-transmission

Serait-elle utile ?



Pour quelles missions ?

- Définition et suivi du cadre (11 régions)
- Coordination du dispositif (9 régions)
- Évaluation et observation (7 régions)

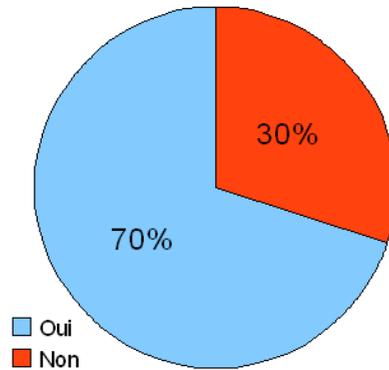
Quelle composition ?

- Composition large avec l'ensemble des acteurs de l'installation (12 régions)
- Co-pilotage État-Région (8 régions)



L'instance nationale chargée de l'installation-transmission

Serait-elle utile ?



Pour quelles missions ?

- Évaluation et suivi (8 régions)
- Coordination des acteurs (6 régions)
- Établissement d'un cadre et d'une stratégie (6 régions)

Quelle composition ?

- Composition large avec l'ensemble des acteurs de l'installation (12 régions)
- Co-présidé État-Région (3 régions)





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

FOCUS THEMATIQUES

agriculture
.gouv.fr
alimentation
.gouv.fr





Les propositions d'amélioration

Flexibilité (16 régions) :

- Véritable outil de pilotage (7 régions)
- Implication du jeune (8 régions)
- Avenants : limitation/suppression (15 régions)

Simplification de la procédure (16 régions) :

- Avenants (15 régions) : limitation/suppression
- PDE (5 régions) : adaptation, simplification du document et diminution de la période d'engagement

Suivi post-installation (13 régions)

Application informatique à disposition du jeune pour (11 régions) :

- l'élaboration du PDE (10 régions)
- le suivi (7 régions)
- la réalisation de simulations (4 régions)





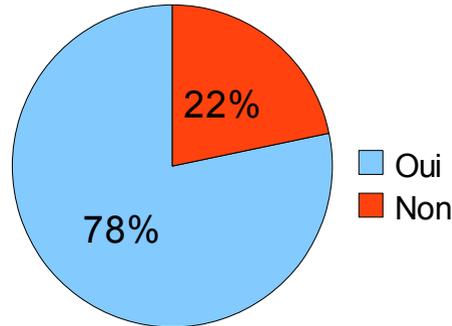
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

L'installation hors cadre familial

Le bail cessible et le fonds agricole

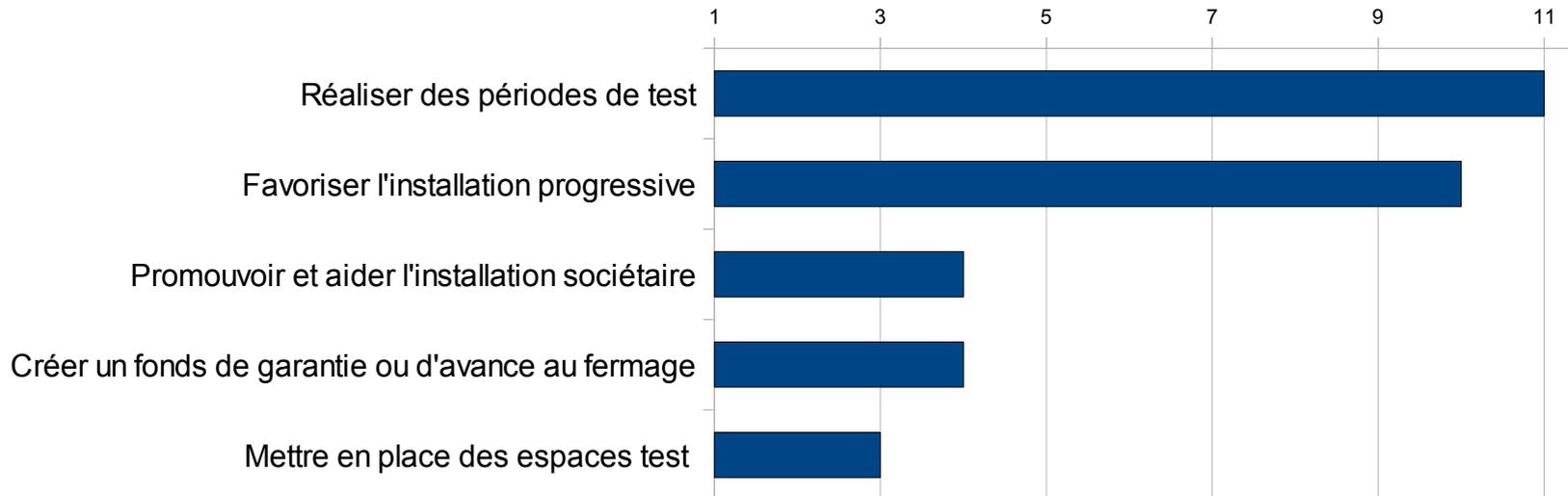
Faut-il améliorer ces dispositifs ?



Les propositions d'amélioration ?

- Mieux faire connaître les dispositifs (8 régions)
- Ne pas dissocier bail cessible et fonds agricole (4 régions)

Les autres propositions d'amélioration

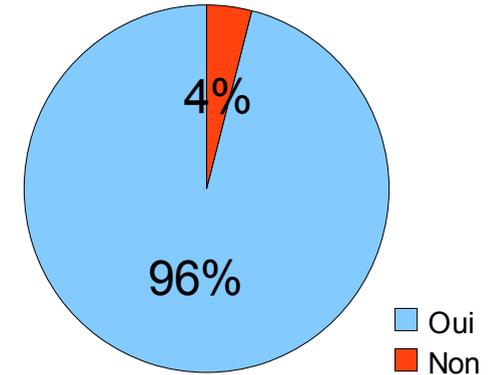




Constat :

- Frein très important (7 régions) ou important (9 régions) qu'il faudrait assouplir (9 régions)
- Mode d'installation à encourager dans le cadre des installations hors cadre familial (10 régions)

Faut-il l'encourager ?



Par quels moyens ?

- Assouplissement des règles actuelles (17 régions) :
 - Simplification du statut d'exploitant agricole
 - Objectifs de moyens, pas de résultat
- Aides spécifiques (10 régions), notamment une DJA progressive.
- Développement des périodes d'essai (10 régions)
 - Tutorat, parrainage
 - Espaces test
 - Période de pré-installation
- Transmission progressive (contrat génération)





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

L'installation à plus de 40 ans

Le critère d'âge est considéré en région comme :

- Un frein déterminant pour l'accès aux aides (11 régions) q1.1
- Un critère à assouplir pour permettre l'accès aux aides (19 régions) q1.1c

Un critère d'accès européen :

- Une limite d'âge à 40 ans prévue à l'article 22 du règlement (CE) n° 1698/2005.
- Cette condition est inscrite dans les LDA (et donc s'applique au régime notifié du PIDIL).





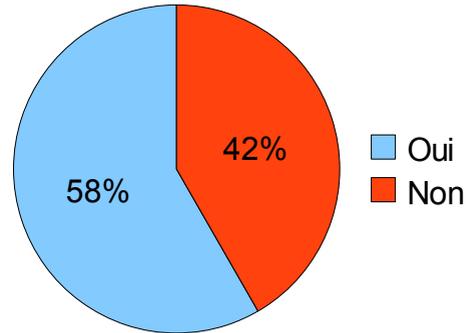
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

L'installation à plus de 40 ans

Les aides régionales pour les plus de 40 ans :

Existent-elles dans votre région ?



Elles sont jugées plutôt efficaces (13 régions) et obligent les bénéficiaires à une étude de viabilité (12 régions) et à un suivi (10 régions)

Quelles mesures à développer pour les plus de 40 ans (21 régions)

- Harmonisation des parcours entre aidés et non aidés (10 régions)
- Renforcement de l'accompagnement (9 régions)
- Aides à l'installation (6 régions)

